RAPPORT SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
DE LA SUISSE 2007

RAPPORT 2007

RAPPORT SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE DE LA SUISSE

Juillet 2008

PUBLICATION DE L'OFFICE FÉDÉRAL DE LA POLICE,
DFJP

SOMMAIRE

Avant-propos 7

1. Vue d'ensemble 10-12

2. Extrémisme violent et terrorisme islamistes 14-18

3. Crime organisé

3.1. Crime organisé en fonction de l'origine des groupes 20

3.1.1. Groupes criminels de la CEI 20

3.1.2. Groupes criminels d'Europe du Sud-est 21

3.1.3. Groupes criminels d'Afrique de l'Ouest 22

3.1.4. Groupes criminels d'Italie 23

3.1.5. Crime organisé libanais 24

3.1.6. Crime organisé chinois 25

3.2. Secteurs principaux du crime organisé 26

3.2.1. Trafic de stupéfiants 27

3.2.2. Trafic de migrants 29

3.2.3. Traite d'êtres humains 30

3.2.4. Corruption 31

4. Extrémisme violent et terrorisme

4.1. Extrémisme de droite 34

4.2. Extrémisme de gauche 38

4.3. Groupes de souche albanaise 42

4.4. Groupes kurdes et turcs 43

4.5. Extrémisme violent tamoul 45

4.6. Financement du terrorisme et de l'extrémisme 47

5. Service de renseignements prohibé 50-52

6. Prolifération 54-56

7. Autres volets de la sécurité intérieure

7.1. Vol de métaux non ferreux 58

7.2. Pornographie enfantine 58

7.3. Cybercriminalité et sécurité de l'information 61

7.4. Hooliganisme 63

Summary

Domestic Security Report Switzerland 2007 66

Impressum 69

AVANT-PROPOS

Jean-Luc Vez
Directeur de l'Office fédéral de la police (fedpol)

La menace n'a cessé de croître progressivement ces dernières années en Suisse. Chaque année depuis 2001, fedpol décrit dans son rapport sur la sécurité intérieure de la Suisse à quels dangers notre pays est exposé, évalue la situation et présente les évolutions possibles. Depuis 2001, les avant-propos faisant état d'un attentat de grande envergure perpétré par des islamistes dans le monde occidental alternent avec ceux où aucun acte de ce genre n'est à signaler. L'année sous revue fait partie des bonnes années, bien qu'il aurait aussi pu en être autrement, par exemple en Grande-Bretagne ou en Allemagne.

Les djihadistes continuent de concentrer la plupart de leurs actions en Irak, mais il ne faut pas pour autant perdre de vue les activités qu'ils déploient également en Europe occidentale, ni oublier que la Suisse se trouve au cœur de cette zone dangereuse. Le djihadisme constitue toujours la plus grande menace pour la sécurité intérieure, même si à l'instar des années précédentes, rien ne permet de prouver avec certitude que des préparatifs concrets en vue d'un acte terroriste aient eu lieu en Suisse.

Le djihadisme n'est pas la seule menace pesant sur la sécurité intérieure; le crime organisé et l'extrémisme politique violent sont des sources tout aussi importantes de dangers. Il peut être étonnant de constater que, malgré une dégradation de la situation en Europe du Sud-est, en Turquie, dans le nord de l'Irak et au Sri Lanka en 2007, la situation est restée calme dans l'ensemble en Suisse. Ceci est probablement dû, entre autres, à l'instauration de rapports sereins entres communautés, une situation que les personnes qui ont trouvé une terre d'accueil en Suisse – certaines depuis longtemps déjà – ont pu expérimenter. Cette sérénité est un bien que les extrémistes vivant dans notre pays – indépendamment de leur orientation politique – estiment ne devoir respecter que dans une moindre mesure. Par une analyse objective des faits, le présent rapport vise à apporter une contribution pertinente à l'observation de ce phénomène, notamment dans la perspective des débats parlementaires sur la révision de la LMSI II.

Stabilité grâce à des rapports sereins entre communautés

Le rapport d'activité, qui paraît en même temps que le présent rapport, indique dans quels domaines les collaboratrices et les collaborateurs de fedpol ont travaillé pendant l'année sous revue. J'aimerais remercier toutes celles et ceux qui, à la Confédération, dans les cantons et dans les communes, s'investissent quotidiennement pour la sécurité intérieure en Suisse.

1. Vue d'ensemble

Extrémisme violent et terrorisme islamistes

En 2007 également, le djihadisme a été un courant terroriste islamiste dynamique répandu dans le monde entier et une menace pour les Etats et les sociétés d'Europe occidentale. Durant l'année sous revue, l'Irak est resté sa terre de combat de prédilection malgré des possibilités limitées pour les opérations des terroristes. En Europe occidentale, notamment en Grande-Bretagne, au Danemark, en Allemagne, en France et en Espagne, des cellules d'opération ont été mises au jour, auxquelles appartenaient notamment des résidents de ces pays. Dans le domaine du djihadisme, le phénomène du terrorisme endogène («homegrown terrorism») se manifeste en Europe occidentale également. Il a par ailleurs été démontré que le réseau du noyau dur d'Al-Qaïda au Pakistan entretient des liens avec le continent européen.

Cellules d'opération mises au jour en Grande-Bretagne, au Danemark, en Allemagne, en France et en Espagne.

Toutes les tentatives d'attentats ont échoué en Europe durant l'année sous revue. Elles ont parfois été découvertes à temps, c'est-à-dire identifiées durant leur phase de planification ou de préparation, et les personnes impliquées ont été arrêtées. En Suisse, aucune cellule poursuivant des desseins terroristes ni aucun acte préparatoire concret d'attentat n'ont été mis au jour pour l'instant. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), nouvellement formée, pourrait motiver notamment les islamistes maghrébins en Europe occidentale à mener des actions djihadistes.

En juin 2007, le Tribunal pénal fédéral a condamné un islamiste tunisien et sa compagne, une ressortissante belge de souche marocaine, pour soutien à une organisation criminelle terroriste (art. 260ter CP), à des peines privatives de liberté allant jusqu'à la prison ferme. Dans le canton de Neuchâtel, un autre islamiste tunisien, membre du Hizb ut-Tahrir et auteur de propagande en sa faveur, a été condamné à une peine privative de liberté avec sursis pour provocation publique à la violence (art. 250 CP) et discrimination raciale (art. 261bis CP). Lors de la clôture de la rédaction du présent rapport, ces affaires n'avaient pas encore été jugées en appel. Par ailleurs, en 2007 également, un islamiste algérien séjournant illégalement en Suisse a été renvoyé en Algérie. Il était soupçonné de participation et de soutien à une organisation criminelle terroriste, de financement du terrorisme, de vol et de recel.

Condamnation, entre autres, pour soutien à une organisation criminelle terroriste.

Crime organisé

Des indices attestent que, comme au cours des années précédentes, les groupes criminels de la Communauté des Etats indépendants (CEI) ont bénéficié durant l'année sous revue d'un vaste réseau de relations en Suisse et qu'ils ont notamment utilisé la Suisse pour blanchir et placer des fonds criminels. Au vu de leurs ressources financières, ils peuvent représenter une menace pour l'économie, les institutions de l'Etat de droit et la place financière suisse.

Vaste réseau de relations des groupes criminels de la CEI.

Les groupes criminels d'Europe du Sud-est, en particulier du Kosovo, de Macédoine et de Serbie, continuent de jouer un rôle important. Ces groupes ont toutes les caractéristiques typiques des formes de criminalité transnationales modernes marquées par la mondialisation. Ils sont organisés de manière flexible et entretiennent de nombreux liens à l'échelon international. La palette des infractions comprenait en 2007 le trafic de stupéfiants, la traite d'êtres humains aux fins de prostitution, le trafic de migrants, l'extorsion de fonds en échange d'une protection, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes, le trafic de cigarettes, les vols par effraction, les vols à la tire, le brigandage, le recel, les jeux d'argent illicites, la falsification de documents, de papiers d'identité et de visas, les lésions corporelles et les homicides, meurtres commandités compris. Le trafic de stupéfiants a constitué leur activité principale.

Les groupes criminels d'Europe du Sud-est jouent toujours un rôle important.

Extrémisme de droite

Le nombre d'incidents liés à l'extrême droite (109) est resté stable. Près de 53 % des événements enregistrés étaient associés à de la violence contre des personnes et des objets.

Le nombre d'incidents liés à l'extrême droite reste stable dans l'ensemble.

En Europe, les conflits entre l'extrême droite et l'extrême gauche causent des problèmes considérables aux organes de sécurité, en Suisse également. Ces incidents sont porteurs d'un potentiel de violence très élevé. En 2007, les extrémistes de droite se sont montrés plus agres-

sifs face aux forces de sécurité. Afin de contourner les mesures de prévention accrues mises en place par les autorités, ils ont redoublé de discrétion pour l'organisation de leurs activités.

Les extrémistes de droite européens entretiennent un grand nombre de contacts à l'étranger, surtout à un niveau individuel. Les partis d'extrême droite représentent un danger potentiel pour les principes démocratiques de l'Etat de droit, étant donné qu'ils tolèrent dans leurs rangs des individus qui se retrouvent régulièrement impliqués dans des confrontations violentes d'ordre politique.

Extrémisme de gauche

Diminution des incidents liés à l'extrême gauche.

Le nombre d'incidents liés à l'extrême gauche a baissé de 2,6 %, entre 2006 et 2007, passant de 227 à 221 cas. Environ 57 % des incidents enregistrés étaient accompagnés de violences contre des objets ou des personnes

L'importance du mouvement antimondialisation a faibli au sein de l'extrême gauche. Ces cercles ont poursuivi leur changement d'orientation, qui consiste à s'éloigner de leur critique face à la mondialisation et à se tourner vers la lutte contre le fascisme («Antifa»), tout en menant des actions en faveur de prétendus prisonniers politiques. Dans le cadre de ces actions de solidarité, on observe depuis quelques années que le Secours Rouge international (SRI) a renforcé ses réseaux et sa collaboration avec des groupes d'extrême gauche à l'étranger, opérant ainsi un retour en force considérable. Le SRI possède des secrétariats généraux à Bruxelles et à Zurich et agit à l'échelon européen. Le secrétariat général de Zurich est géré par l'Association de Reconstruction révolutionnaire de Zurich (Revolutionärer Aufbau Zürich, RAZ), ce qui lui donne une légitimité certaine au niveau européen. Des membres du SRI entretiennent des liens personnels avec des groupes terroristes d'extrême gauche étrangers et leurs sympathisants.

Retour en force du Secours Rouge international.

Le mouvement «Antifa» a particulièrement fait parler de lui lors des élections parlementaires d'octobre: dès le mois de juin, et de manière renforcée à partir de septembre, l'extrême gauche a pris pour cible l'Union démocratique du centre (UDC) ainsi que sa politique, qu'elle accuse d'extrémisme de droite et de racisme. Le 6 octobre, une manifestation non autorisée contre un rassemblement électoral organisé par l'UDC a donné lieu à de graves débordements.

De manière générale, l'appréciation globale n'a pas changé: l'extrémisme de gauche porte atteinte à la sécurité intérieure de la Suisse de manière locale et ponctuelle.

Extrémisme violent d'origine albanaise, kurde et tamoule

L'évolution du mouvement dépend majoritairement des développements dans le pays d'origine.

L'évolution des groupes extrémistes violents étrangers dépend majoritairement des développements qui se produisent dans leur pays d'origine. Les combats se sont poursuivis au Sri Lanka et en Turquie, tandis qu'au Kosovo, la situation, bien que calme, n'en demeurait pas moins tendue en raison de la question du statut. A Zurich, pendant les festivités du 1er Mai, une échauffourée a éclaté entre des membres de deux groupes rivaux, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) et l'Organisation populaire de libération de l'Eelam tamoul (People's Liberation Organization of Tamil Eelam, PLOTE). En mai également, de jeunes Kurdes, qui opéraient à chaque fois par groupes d'une vingtaine de personnes, ont pénétré dans les locaux de rédaction de différents journaux, de stations de radio et de télévision et dans un bureau d'Amnesty International à Bâle, Berne, Bienne et Zurich. Peu de temps auparavant, des incendies ont été provoqués à Bâle, St-Gall, Zurich, Lyss et Münchenbuchsee, revendiqués sur un site web par une organisation de jeunes du PKK appelée Kamikazen APO's. Il apparaît donc que le potentiel de violence est toujours bien réel en Suisse, mais il est probable que les groupes présents sur son territoire se contenteront d'utiliser l'espace public pour organiser des manifestations à caractère politique et de soutenir les groupes de leurs pays d'origine sur le plan financier et logistique.

Service de renseignements prohibé

Toujours des activités d'espionnage en Suisse, sous les formes les plus diverses.

Des activités d'espionnage se déroulent en Suisse sous les formes les plus diverses. Souvent, ce n'est pas la Suisse elle-même qui est visée, mais les organisations internationales et les infrastructures d'Etats étrangers sises sur son territoire. De nombreuses institutions ont leur siège

en Suisse, ce qui fait de notre pays un objectif intéressant pour les services de renseignements étrangers. Traditionnellement, ces derniers s'intéressent à la manière dont les décisions politiques sont prises par les instances internationales, afin de garantir des avantages à leur Etat. Certains Etats observent leurs ressortissants réfugiés ou membres de l'opposition vivant en Suisse, et en particulier leurs activités politiques.

En tant que lieu d'implantation de nombreux instituts de recherche et entreprises dans le secteur de la technologie de pointe, la Suisse demeure une cible intéressante en matière d'espionnage économique. Divers Etats occidentaux ont été la cible d'attaques électroniques liées à l'espionnage. En Suisse, plusieurs entreprises d'armement ainsi que l'administration fédérale ont été attaquées, mais en vain. Selon des services de renseignements occidentaux, ces attaques seraient surtout le fait d'acteurs étatiques.

Cybercriminalité

En comparaison avec les années précédentes, fedpol (Service de coordination de la lutte contre la criminalité sur Internet, SCOCI) a enregistré près de deux fois plus de communications (entre 900 et 1000 par mois). Cette augmentation s'explique notamment par la multiplication des communications en rapport avec la criminalité économique. Après la pornographie enfantine, ce domaine s'est trouvé en deuxième position du point de vue quantitatif. L'espionnage ciblé exercé par certains Etats, l'espionnage à caractère privé et le djihadisme sur Internet étaient également au premier plan des menaces.

Forte augmentation des communications en rapport avec la criminalité économique.

Les réseaux de zombies (des ordinateurs privés infectés par des maliciels et commandés à distance par des tiers à l'insu de leurs propriétaires) demeurent un danger réel et sont à la base de nombreuses activités criminelles sur Internet. Il s'est avéré que les cybercriminels appliquaient de plus en plus souvent une division du travail et agissaient avec un professionnalisme croissant.

Prolifération

Les efforts consentis au niveau international pour lutter contre les armes biologiques et chimiques ont porté leurs fruits en 2007, tandis que dans le domaine du nucléaire et du désarmement en général, les objectifs n'ont pas été atteints. Alors que la situation s'est détendue dans le cas de la Corée du Nord au début de 2007, elle est restée problématique dans le cas de l'Iran. Le 23 décembre 2006 et le 24 mars 2007, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de sanctionner l'Iran. La Suisse a appliqué ces sanctions en adoptant l'ordonnance du 14 février 2007 instituant des mesures à l'encontre de la République islamique d'Iran.

En 2007, plusieurs procédures pénales ouvertes pour soupçons de violation de la loi sur le contrôle des biens (LCB) se sont poursuivies. A cela s'ajoutent également des investigations dans deux cas pour lesquels les autorités allemandes ont déposé une demande d'entraide judiciaire.

Plusieurs procédures pénales ouvertes pour soupçons d'infraction à la loi sur le contrôle des biens.

Hooliganisme

Les matches de la majorité des équipes de football de la ligue supérieure ont été suivis par des supporters violents. Leurs actes étaient dirigés contre les supporters de l'équipe adverse, contre la police et rarement contre des tiers non concernés. Les organes policiers compétents ont déjà constaté d'une part une légère baisse des incidents violents, mais ont remarqué d'autre part une augmentation de l'intensité de la violence.

Violences contre les supporters de l'équipe adverse, contre la police et plus rarement contre des tiers non concernés.

La grande majorité des supporters dits à risques sont de sexe masculin, ont entre 18 et 30 ans et sont Suisses. D'une manière générale en Suisse, on estime toujours qu'il y a entre 1500 et 2000 supporters enclins à la violence et que 200 à 300 d'entre eux sont des hooligans au sens classique du terme, particulièrement enclins à la violence. Ce noyau dur est bien organisé et cherche principalement la confrontation avec d'autres groupes de hooligans. ■

2. Extrémisme violent et terrorisme islamistes

LA SITUATION

Principaux incidents survenus au niveau international en 2007

- Le 11 avril, des attentats-suicides ont été commis à Alger par des membres de l'organisation terroriste nouvellement formée AQMI. Ces attentats à la voiture piégée, qui sont les premiers attentats-suicides perpétrés en Algérie depuis 1995, ont touché un bâtiment du gouvernement et un commissariat et ont fait plus de 30 morts et plus de 200 blessés. Cette même organisation a commis plusieurs attentats terroristes durant l'année sous revue, dont des attentats-suicides qui ont souvent fait de nombreuses victimes. Ainsi, un homme s'est fait exploser le 6 septembre à Batna, à l'est de l'Algérie, alors qu'il était dans la foule attendant l'arrivée du président algérien. Le 21 septembre, un autre attentat-suicide a pris pour cible un convoi transportant des travailleurs européens dans la région d'Alger. Le 11 décembre, l'AQMI a commis deux attentats-suicides, à nouveau à Alger, qui visaient les sièges de la Cour suprême et d'une agence de l'ONU. Les attentats à la voiture piégée ont fait plus de 30 morts et plus d'une centaine de blessés.
- Le 30 juin, un Britannique d'origine irakienne et un Indien ont foncé contre un terminal de l'aéroport de Glasgow au volant d'une voiture piégée. Leur véhicule tout terrain s'est embrasé. L'Indien a succombé à ses blessures. Il n'y a pas eu d'autres victimes ni de blessés. Ces deux personnes sont en outre accusées d'avoir garé la veille deux voitures piégées dans le centre de Londres, qui n'ont cependant pas explosé.

Tentatives d'attentat en Grande-Bretagne.

- Le 14 août, quatre attentats-suicides à la voiture piégée ont fait plus de 400 morts parmi les membres de la minorité religieuse des Yézidis et blessé plusieurs centaines de personnes dans le nord-ouest de l'Irak. Il s'agit des attentats terroristes djihadistes les plus meurtriers perpétrés depuis le début de l'occupation en 2003. A cela s'ajoute que des terroristes ont commis en Irak plusieurs attentats au chlore depuis janvier (le chapitre consacré à la prolifération traite de l'utilisation possible des bombes dites sales).
- Le 25 août, deux attentats ont fait plus d'une quarantaine de morts et des dizaines de blessés dans un parc d'attraction et dans un restaurant de la métropole indienne d'Hyderabad. On suppose que les auteurs de ces attentats appartiennent à des groupes terroristes islamistes régionaux.
- Le 19 octobre, deux attentats-suicides visant Benazir Bhutto à Karachi ont tué plus de 140 personnes et fait plus de 500 blessés. Benazir Bhutto a réchappé sans blessures à cet attentat, qui était le plus meurtrier de l'histoire du Pakistan. Le 27 décembre, elle a toutefois péri dans un autre attentat dirigé contre elle.

Arrestations et condamnations en Europe occidentale

Durant l'année sous revue, des dizaines de personnes soupçonnées de mener des activités djihadistes ont été arrêtées, accusées ou condamnées dans divers pays d'Europe occidentale, notamment en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Espagne et en Allemagne. Ces activités consistaient dans la plupart des cas à apporter un soutien sur les plans logistique, financier et dans leurs tâches de propagande à des djihadistes en Irak et au Maghreb.

Le 9 juillet, quatre hommes ont été condamnés à la réclusion à perpétuité en Grande-Bretagne. Ils avaient tenté de reproduire, le 21 juillet 2005, les attentats commis à Londres le 7 juillet de la même année. Deux de leurs complices ont été également condamnés ultérieurement à des peines privatives de liberté de plusieurs années.

Le 4 septembre, un Danois d'origine pakistanaise et un Afghan ont été arrêtés dans l'agglomération de Copenhague. Ils sont soupçonnés d'avoir planifié un attentat terroriste au moyen d'explosifs artisanaux et d'avoir procédé aux premiers préparatifs. Sans lien avec ce qui précède, un Turc et deux Allemands convertis à l'islam ont été arrêtés le même jour en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Ils sont soupçonnés d'avoir préparé des attentats terroristes au moyen d'explosifs artisanaux en Allemagne.

Attentats à l'explosif planifiés en Allemagne.

Le 12 septembre, un couple d'Autrichiens d'origine arabe a été arrêté à Vienne. Il est soupçonné d'avoir fait de la propagande djihadiste sur Internet. L'homme est en outre accusé d'avoir diffusé une vidéo sur Internet en mars 2007 dans laquelle les gouvernements allemand et autrichien sont menacés d'attentats terroristes du fait de leurs interventions militaires en Afghanistan.

Vidéo en langue allemande contenant des menaces contre l'Allemagne et l'Autriche.

En Espagne, dans le cadre du procès faisant suite aux attentats commis à Madrid le 11 mars 2004, 18 des 28 accusés ont été condamnés le 31 octobre à des peines privatives de liberté de plusieurs années, dont trois à perpétuité. Les autres prévenus ont été acquittés.

Condamnation d'un islamiste et de sa compagne

Le 21 juin 2007, le Tribunal pénal fédéral a condamné un islamiste tunisien et sa compagne, une ressortissante belge d'origine marocaine, pour leurs activités de propagande djihadiste sur Internet. Le tribunal les a reconnus coupables de soutien à une organisation criminelle (art. 260ter CP). Entre juin 2004 et mai 2005, ils avaient mis en service plusieurs forums Internet et avaient géré leurs contenus en qualité d'administrateurs. Ils ont permis à des organisations terroristes et à des personnes proches d'Al-Qaïda de diffuser des menaces, des lettres de revendication de prises d'otages et d'attentats et d'échanger des informations.

Condamnation, entre autres, pour soutien à une organisation criminelle terroriste.

Par ailleurs, le Tunisien a été jugé coupable de provocation publique au crime ou à la violence (art. 259 CP) pour avoir incité les preneurs d'otages en Irak à tuer les deux journalistes qu'ils avaient enlevés. Il a également été jugé coupable d'avoir fourni des indications pour fabriquer des explosifs ou des gaz toxiques dans un but délictueux (art. 226, al. 3, CP) après avoir placé sur des forums des liens vers des sites Internet contenant des instructions sur la manière de produire des bombes. Enfin, tant lui que sa compagne ont été poursuivis pour représentation de la violence (art. 135 CP), de nombreuses images de torture, d'exécutions et de mises à mort cruelles, notamment des vidéos de décapitations, ayant été saisies sur leurs ordinateurs. Ils avaient diffusé ces images dans leurs forums. Le Tunisien, qui bénéficiait du statut de réfugié, a été condamné à une peine privative de liberté de deux ans, dont six mois fermes, et sa compagne à six mois de détention avec sursis. Ils ont fait appel de ces jugements. Lors de la clôture de la rédaction du présent rapport, l'affaire n'avait pas encore été jugée en appel. Ces deux personnes, qui ont été jugées en première instance, sont toujours impliquées dans des activités djihadistes à l'étranger.

Attentat à la voiture piégée à l'aéroport de Glasgow. Le 30 juin 2007, deux hommes ont foncé dans le terminal de l'aéroport avec un véhicule tout terrain PHOTO KEYSTONE

Condamnation d'un activiste du Hizb ut-Tahrir

Dans le canton de Neuchâtel, un islamiste tunisien a été condamné en août 2007 à une peine privative de liberté de six mois avec sursis pour provocation publique à la violence (art. 259 CP) et discrimination raciale (art. 261bis CP). Ce docteur en physique, membre du groupe islamiste Hizb ut-Tahrir (parti de la libération) et auteur de propagande en sa faveur, a diffusé les écrits de ce groupe parmi les musulmans de Suisse. Le Hizb ut-Tahrir, qui agit au niveau international, s'est donné pour objectifs de renverser tous les gouvernements dans le monde islamique, de restaurer le califat et de détruire Israël. Il s'y applique certes sans violence physique, mais propage cependant des idées de violence, d'antisémitisme et une compréhension extrémiste de l'islam. Lors de la clôture de la rédaction du présent rapport, l'affaire n'avait pas encore été jugée en appel.

Condamnation pour provocation publique à la violence et pour discrimination raciale.

Renvoi d'un terroriste présumé algérien

Durant l'année sous revue, un islamiste algérien soupçonné de participation et de soutien à une organisation terroriste criminelle, de financement du terrorisme, de vol et de recel a été renvoyé dans son pays d'origine. Les organes de police suisses l'avaient remarqué alors qu'il était le chef d'une bande de petits criminels organisant et commettant des vols à l'arraché et des vols dans les magasins.

Menaces djihadistes en allemand. La vidéo diffusée en mars 2007 sur Internet menace l'Allemagne et l'Autriche d'attentats terroristes.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

Le Ministère public de la Confédération (MPC) a ouvert une enquête suite à la découverte d'indices selon lesquels l'Algérien était en contact avec un terroriste présumé et qu'une partie des sommes récoltées lors de ces vols était transférée en Algérie. Cet argent était probablement destiné au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC, qui est devenu l'AQMI).

L'homme était soupçonné de financer le Groupe salafiste pour la prédication et le combat.

L'Algérien avait en outre envisagé de planifier plusieurs attentats en Suisse avec un djihadiste libyen, sans toutefois avoir procédé aux préparatifs. Etant donné que les accusations pesant sur lui n'ont pas pu être maintenues et du fait qu'il séjournait illégalement en Suisse après avoir été débouté de sa demande d'asile, il a été renvoyé dans son pays le 18 juin 2007.

Moudjahiddin de la guerre de Bosnie

En novembre 2007, des représentants du gouvernement bosniaque se sont plaints indirectement des autorités suisses qui avaient l'intention de renvoyer en Bosnie et Herzégovine sept anciens moudjahiddin arabes qui séjournaient depuis plusieurs années en Suisse. Lors de la clôture de la rédaction du présent rapport, les procédures étaient pendantes.

Dans les années 90, quelque 6000 islamistes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient étaient venus en Europe afin de combattre aux côtés des musulmans de Bosnie contre les Serbes. Beaucoup d'entre eux étaient des représentants de diverses œuvres d'entraide islamiques, certains se sont mariés avec des Bosniaques et ont obtenu la nationalité bosniaque à la fin de la guerre. Dans près de 600 des cas cependant, la nationalité bosniaque leur a été retirée car ils ont contribué, de par leurs activités extrémistes, à radicaliser l'islam local. Afin d'éviter de devoir retourner dans leur pays d'origine, un grand nombre d'entre eux se sont réfugiés en Europe occidentale, dont une dizaine en Suisse. Durant l'année sous revue, certains de ces anciens moudjahiddin ont participé en Suisse à des mouvements d'opposition en tant que salafistes politisés ou ont assumé des fonctions dans des associations islamiques.

Contribution à la radicalisation de l'islam local.

Interdiction d'entrée contre un wahhabite

A la mi-mai 2007, un religieux saoudien connu a été invité à participer en tant que principal orateur à la rencontre annuelle de la Ligue des musulmans de Suisse (LMS) dans le canton de Fribourg. Autorité reconnue du salafisme wahhabite, il jouit aussi de la considération des extrémistes violents islamistes. Il a été emprisonné de 1994 à 1999 en raison des critiques qu'il avait émises à l'égard de la politique du royaume d'Arabie saoudite; les groupes djihadistes ont réclamé sa libération, dont notamment Oussama Ben Laden et, en 1998, les auteurs du détournement d'un Airbus français.

Bien que le religieux saoudien modère un peu ses propos depuis sa libération, il continue de défendre publiquement des positions extrémistes et anti-occidentales. Il a ainsi explicitement justifié en 2001 dans une fatwa les attentats-suicides visant des Etats comme Israël, la Russie ou l'Inde, qui occupent les territoires dits islamiques. Il considère que les attentats-suicides sont justifiés non seulement dans les territoires dits occupés, mais aussi dans ceux de l'«occupant», contre ses habitants et les Etats «mécréants». A cela s'ajoute que des textes de propagande wahhabite incitant à la violence et à la haine surtout contre les Juifs et les non-musulmans figurent sur un site Internet influent dont il supervise la rédaction. C'est pour ces raisons que fedpol (Service d'analyse et de prévention, SAP) a prononcé début mai une interdiction d'entrée à son encontre. La décision a soulevé une vague d'hostilités contre la Suisse

Justification explicite d'attentats-suicides.

dans les forums Internet djihadistes. Le religieux a fait appel de l'interdiction d'entrée. Lors de la clôture de la rédaction du présent rapport, l'affaire n'avait pas encore été jugée en appel.

L'APPRECIATION

Dynamisme persistant du djihadisme

En 2007 également, le djihadisme était un courant terroriste islamiste dynamique répandu dans le monde entier et une menace pour les Etats et les sociétés d'Europe occidentale.

L'Irak était resté sa terre de combat de prédilection. Bien qu'Al-Qaïda en Irak ait pu être dans une large mesure chassée de ses bastions dans l'ouest de l'Irak et que plusieurs de ses dirigeants aient été éliminés, elle n'a cessé de faire parler d'elle et a causé des centaines de morts et de blessés par de nombreux attentats-suicides.

L'Irak reste le terrain de prédilection pour les combats.

Le Maghreb, en particulier l'Algérie, est devenu le territoire des actions menées par Al-Qaïda après que le GSPC algérien est devenu l'AQMI en janvier. En Algérie, cette organisation a perpétré plusieurs attentats, dont des attentats-suicides. Des dizaines de personnes ont été tuées et blessées lors d'attentats visant des représentants du gouvernement, des forces de sécurité ou des étrangers.

Au Pakistan, le réseau du noyau d'Al-Qaïda a profité de la sécurité et de la liberté de mouvement régnant dans les grandes villes et dans la province désormais autonome du Waziristan. Ce réseau a soutenu des attentats terroristes avant tout dans cette région, mais aussi en Europe occidentale.

Importance croissante du terrorisme endogène

Les cellules opérationnelles présentes en Grande-Bretagne, au Danemark et en Allemagne sont le signe que le terrorisme endogène («homegrown terrorism») existe dans le domaine du djihadisme en Europe occidentale et illustrent le danger concret qui peut en résulter. Les acteurs de ce type de terrorisme sont issus de la deuxième génération d'immigrés, ont été radicalisés en Europe occidentale et agissent la plupart du temps de manière autonome. Les membres des cellules démantelées au Danemark et en Allemagne semblent toutefois avoir appris «le métier» au Pakistan, où ils ont probablement été chargés de commettre des attentats terroristes. Le réseau du noyau d'Al-Qaïda au Pakistan a non seulement des liens opérationnels avec la Grande-Bretagne mais aussi avec le continent européen. La cellule démantelée en Autriche a en outre mis en évidence que les acteurs du djihadisme endogène sur Internet diffusent de plus en plus leur propagande dans les langues européennes. A la fin du mois de novembre, le service de propagande du noyau dur d'Al-Qaïda a ainsi diffusé pour la première fois un message vidéo d'Oussama Ben Laden sous-titré en allemand.

Les acteurs de ce type de terrorisme sont issus de la deuxième génération d'immigrés.

Jugement déterminant

Le jugement du Tribunal pénal fédéral du 21 juin 2007, qui a été publié le 18 septembre 2007, a qualité de précédent dans la poursuite pénale suisse, car c'est la première fois que des personnes sont condamnées pour soutien à une organisation terroriste. Par ailleurs, il s'agit de l'une des premières condamnations au monde contre des «cyberdjihadistes» qui font de la propagande pour Al-Qaïda sur Internet et livrent pour elle une guerre psychologique. Les enquêtes menées par fedpol (Police judiciaire fédérale, PJF) ont duré environ trois ans.

L'un des premiers jugements au monde contre des «cyberdjihadistes».

Le constat du Tribunal pénal fédéral selon lequel l'utilisation d'Internet fait partie intégrante de la stratégie djihadiste est fondamental. Il est important pour la répression de la cybercriminalité que le tribunal ait qualifié d'organisations criminelles étrangères les groupes terroristes intervenant dans les forums.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Large palette des dangers

A moyen terme, le djihadisme, en tant que courant terroriste islamiste autonome désormais mondial, ne perdra pas de sa dynamique. Il faudra donc compter en Europe occidentale avec la planification, la préparation et la propagation d'actes islamistes violents ou d'actes terroristes.

A moyen terme, le djihadisme ne perdra pas de sa dynamique.

Le réseau renforcé du noyau d'Al-Qaïda au Pakistan continuera probablement à soutenir ou à commanditer des attentats terroristes en Europe occidentale.

Mais des actes violents ou des actes terroristes peuvent également être perpétrés par des djihadistes sans contact direct avec le noyau dur d'Al-Qaïda. Ces derniers agissent de manière locale, autonome et opportuniste. Que ce soit avec ou sans lien avec le noyau dur d'Al-Qaïda, les djihadistes pourront à l'avenir être plus souvent issus de la deuxième voire de la troisième génération d'immigrés et s'être radicalisés en Europe. L'AQMI nouvellement formée pourrait motiver notamment les islamistes maghrébins en Europe occidentale à mener des actions djihadistes.

Djihad électronique

Le djihadisme sur Internet augmentera grâce à l'extension et au perfectionnement de ce média dans les prochaines années. La propagande et la communication notamment, qui représentent les fonctions les plus intéressantes d'Internet aux yeux des djihadistes, s'intensifieront parallèlement au développement technologique. Les djihadistes pourraient être en mesure de se servir avec davantage de savoir-faire des fonctions opérationnelles d'Internet telles que le recrutement, la formation, l'acquisition d'informations et les attaques de hackers, constituant ainsi un potentiel de menace élevé.

Usage intensif d'Internet parallèlement au développement technologique.

3. Crime organisé

3.1.	Crime organisé en fonction de l'origine des groupes	20
3.1.1.	Groupes criminels de la CEI	20
3.1.2.	Groupes criminels d'Europe du Sud-est	21
3.1.3.	Groupes criminels d'Afrique de l'Ouest	22
3.1.4.	Groupes criminels d'Italie	23
3.1.5.	Crime organisé libanais	24
3.1.6.	Crime organisé chinois	25
3.2.	Secteurs principaux du crime organisé	26
3.2.1.	Trafic de stupéfiants	27
3.2.2.	Trafic de migrants	29
3.2.3.	Traite d'êtres humains	30
3.2.4.	Corruption	31

3.1. Crime organisé en fonction de l'origine des groupes

3.1.1. Groupes criminels de la CEI

LA SITUATION

Hausse de la criminalité en Russie

Le nombre de crimes enregistrés en Russie a fortement augmenté au cours des dernières années, avec une prédominance nette des infractions contre le patrimoine. Au cours de l'année sous revue, la Russie est passée du 121e au 143e rang dans l'indice de perceptions de la corruption de Transparency International (TI). Elle se place néanmoins encore devant l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, qui se trouvent tous au 150e rang. Bien que le gouvernement ait déclaré de longue date la guerre à la corruption, les liens qui unissent le monde politique aux milieux économiques demeurent étroits. Ainsi, en 2007 encore, des membres du gouvernement ont occupé des postes élevés au sein de lucratives sociétés énergétiques étatiques ou semi-étatiques. Les organisations criminelles ont conservé une grande influence sur la vie économique. Elles ont souvent été couvertes et soutenues par des organes étatiques.

Les organisations criminelles ont une grande influence sur la vie économique.

Situation en Suisse

La Suisse, et en particulier sa place financière, sont restées attractives pour les représentants d'organisations criminelles de la CEI. Ces dernières disposent de réseaux et de sociétés au travers desquelles les fonds présumés d'origine criminelle sont blanchis. Les investissements dans le secteur immobilier réalisés par des personnes entretenant des liens présumés avec le crime organisé sont bien réels. Des ressortissants de la CEI, devenus riches dans leur pays d'origine principalement par le biais de la corruption, ont régulièrement tenté de s'établir en Suisse. Ils ont d'ailleurs trouvé en Suisse des personnes pour faire pression en leur faveur.

La Suisse, et en particulier sa place financière, est restée attractive pour les représentants d'organisations criminelles de la CEI.

En 2007, les groupes criminels russes ont également été actifs dans le cyberespace. Ils ont eu accès à des comptes bancaires en utilisant des méthodes de phishing, également en Suisse. Les organisations criminelles de la CEI sont soupçonnées de jouer un rôle important dans le blanchiment d'argent par le biais de paris sportifs et de manipulations de jeux.

Négociants russes en matières premières en Suisse

La Suisse est l'une des principales places où se négocient des matières premières à travers le monde. De nombreuses sociétés russes impliquées dans le commerce de matières premières ont une filiale en Suisse. Selon certains indices, les services de renseignements et les organisations criminelles russes exerceraient une grande influence sur le commerce de matières premières de la Russie.

L'APPRECIATION

Liens entre le monde politique, les milieux économiques et la criminalité

Les nombreuses sociétés de la CEI présentes en Suisse et la multiplication des investissements russes représentent certains risques pour la Suisse. Selon la société d'analyse financière Standard & Poor's, de grandes entreprises russes actives à l'échelon international ne sont toujours pas transparentes. De plus, les grandes entreprises ne sont souvent contrôlées que par une poignée de personnes, ce qui les rend fortement dépendantes de la position de ces protagonistes sur l'échiquier politique russe. En Russie, comme dans d'autres Etats de la CEI, le monde politique, les milieux économiques et la criminalité sont en partie liés. Des investisseurs russes ont déjà placé des fonds dans des entreprises suisses d'une grande importance stratégique. Il

Blanchiment de fonds étatiques détournés ou conclusion d'affaires douteuses.

existe par ailleurs toujours un risque de détournement de la place commerciale et financière suisse aux fins de blanchiment de fonds étatiques détournés ou de conclusion d'affaires douteuses.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Institutionnalisation des organisations criminelles

Au cours des dernières années, dans la CEI, les organisations criminelles se sont de plus en plus infiltrées dans des pans de l'économie légale. Alors qu'elles contrôlaient anciennement des territoires ou des infrastructures par le biais de l'extorsion de fonds en échange d'une protection, elles apparaissent aujourd'hui sous la forme de sociétés de sécurité légales. Certaines personnes dont le patrimoine est présumé provenir d'activités criminelles sont aujourd'hui de grands investisseurs. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochaines années. Il deviendra de plus en plus difficile, pour les autorités de poursuite pénale occidentales, de distinguer les activités légales des activités illégales et d'empêcher les placements de fonds présumés être d'origine criminelle.

Infiltration dans des pans de l'économie légale.

3.1.2. Groupes criminels d'Europe du Sud-est

LA SITUATION

Situation en Europe du Sud-est

En 2007, le crime organisé n'a pas perdu de son importance en Europe du Sud-est. Les groupes criminels sont toujours organisés à l'échelon transnational et présentent des ramifications internationales. Les formes de ces groupes sont multiples. Ils entretiennent des liens avec les différents échelons des structures de l'Etat et sont en grande partie intégrés dans la société.

Situation en Suisse

Les groupes criminels originaires d'Europe du Sud-est, et en particulier du Kosovo, de Macédoine et de Serbie, continuent d'avoir une grande influence sur le développement de la criminalité en Suisse. Les infrastructures, le niveau de vie élevé et l'importante communauté d'Europe du Sud-est résidant en Suisse continuent de leur fournir un bon cadre. Les structures des groupes criminels n'ont pas changé. Il s'agit de réseaux opportunistes, flexibles, présentant pour certains des liens avec l'étranger, mais aussi avec la famille ou le clan, ou s'appuyant sur des contacts qu'ils entretiennent avec leur lieu d'origine.

Les groupes criminels d'Europe du Sud-est continuent d'avoir une grande influence sur le développement de la criminalité.

En 2007, les groupes criminels d'Europe du Sud-est ont été impliqués dans les infractions suivantes: trafic de stupéfiants, traite d'êtres humains aux fins de prostitution, trafic de migrants, extorsion de fonds en échange d'une protection, blanchiment d'argent, trafic d'armes, contrebande de cigarettes, vols par effraction, vols à la tire, brigandage, recel, jeux d'argent illicites, falsification de documents, de papiers d'identité et de visas, lésions corporelles et homicides, meurtres commandités compris. Le trafic de stupéfiants a constitué leur activité principale.

Les réseaux criminels de souche albanaise ont continué de dominer le marché suisse de l'héroïne et leurs parts de marché dans le trafic de cocaïne sont restées constantes. Les groupes criminels slaves, principalement de Serbie, ont continué de gagner en importance, mais ils sont restés derrière les groupes de souche albanaise, principalement du Kosovo. Vu le professionnalisme des groupes criminels slaves et les réseaux de contacts qu'ils entretiennent, leur potentiel de développement ne semble pas encore épuisé. Les groupes criminels slaves ont été principalement actifs dans le trafic de stupéfiants, en particulier de cocaïne, mais se sont également livrés à la traite d'êtres humains et au trafic de migrants et se sont rendus coupables d'infractions violentes et

Les réseaux criminels de souche albanaise continuent de dominer le marché suisse de l'héroïne.

d'infractions contre le patrimoine. Dans certains cas, des liens avec des clans criminels importants de leur région d'origine ont pu être constatés.

L'APPRECIATION

Difficulté de la lutte

La faiblesse de l'Etat de droit dans certains Etats d'Europe du Sud-est laisse une grande marge de manœuvre au crime organisé. Par leur tactique d'infiltration systématique, les groupes criminels contribuent à l'instabilité et à la faiblesse de ces Etats. La poursuite pénale continue d'être confrontée au problème des liens que les acteurs criminels entretiennent avec les organes étatiques et politiques de leur région d'origine. Ce n'est qu'en luttant efficacement contre le crime organisé directement en Europe du Sud-est que l'on pourrait faire reculer de manière significative les activités de ces groupes criminels en Suisse.

L'Etat de droit est toujours trop affaibli dans certains Etats d'Europe du Sud-est.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Domination intacte

Les structures de clan ou les structures familiales des groupes criminels d'Europe du Sud-est n'évolueront pas davantage que leurs modes opératoires et leurs champs d'activités. Ces groupes criminels continueront de marquer l'évolution de la criminalité en Suisse.

3.1.3. Groupes criminels d'Afrique de l'Ouest

LA SITUATION

L'Afrique de l'Ouest, plaque tournante de la cocaïne sud-américaine

La majorité des Etats d'Afrique de l'Ouest bordant l'Atlantique ont constitué une plaque tournante importante pour la cocaïne sud-américaine destinée au marché européen. 5,7 tonnes de cocaïne ont été saisies sur l'ensemble du continent africain au cours des neuf premiers mois de l'année sous revue. Ces saisies représentent à elles seules une augmentation de 50 % par rapport au bilan annuel de 2006. La quasi-totalité d'entre elles ont été effectuées en Afrique de l'Ouest, sur mer ou sur terre, principalement sur des bateaux et dans des avions. En 2007, plus de 500 kg de cocaïne ont été saisis en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée-Bissau, en Guinée et au Bénin, mais aussi sur les Iles Canaries et les Iles du Cap-Vert. Il convient de noter néanmoins que les Etats d'Afrique de l'Ouest ne sont pas que des zones de transit ou d'entreposage; la cocaïne y est également consommée.

Augmentation massive des saisies de cocaïne par rapport à 2006.

Situation en Suisse

Les groupes criminels nigérians ont organisé la majorité des importations de cocaïne en Europe, tant par la voie terrestre que par la voie aérienne. Des ressortissants de la plupart des Etats bordant l'Atlantique, de la Mauritanie au Cameroun, ont en outre participé au trafic de stupéfiants, en tant que mules ou en tant que trafiquants. Certains étaient également impliqués dans des procédures liées au blanchiment d'argent, à la traite des êtres humains ou à la falsification de documents.

Les groupes criminels nigérians font partie des principaux organisateurs de l'importation de cocaïne en Europe.

Depuis les années 80, la Suisse a connaissance de cas de fraudes à la commission, notamment sous la forme de lettres dites nigérianes ou de prétendus gains de loterie, mais ce thème demeure actuel. Au cours de l'année sous revue, les autorités ont enregistré des cas de fraudes à la commission, comme au cours des années précédentes. Bien que les médias et les

Fraudes à la commission, lettres nigérianes et prétendus gains de loterie.

autorités aient mené des campagnes de sensibilisation à grande échelle, la police a été régulièrement confrontée à des cas où les sommes impliquées étaient parfois significatives. Cela dit, le nombre de cas n'a pas augmenté.

L'APPRECIATION

Un vaste réseau

Les groupes criminels d'Afrique de l'Ouest sont actifs dans toute la Suisse, notamment dans le trafic de rue de la cocaïne. Ils sont établis en Suisse depuis de nombreuses années et profitent de nombreuses connexions internationales. Les différentes ethnies collaborent, ce qui contribue à rendre les enquêtes extrêmement complexes, vu la multitude des langues parlées et la difficulté à identifier clairement les personnes impliquées.

Groupes criminels actifs dans toute la Suisse.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Des acteurs originaires d'autres pays d'Afrique?

Des pays d'Afrique du Nord, comme le Maroc et la Libye, mais aussi des pays d'Afrique de l'Est, comme le Kenya, et des pays d'Afrique australe, comme l'Afrique du Sud, jouent un rôle de plus en plus important sur le très lucratif marché de la drogue. Il est probable qu'à l'avenir, des acteurs issus d'autres pays africains fassent leur apparition sur le marché suisse.

3.1.4. Groupes criminels d'Italie

LA SITUATION

Situation internationale

Les grandes organisations criminelles mafieuses sont toutes originaires du sud de l'Italie. Bien que fortement enracinées sur leur territoire d'origine, elles sont présentes à l'échelon planétaire. Elles sont actives dans les secteurs de la criminalité les plus divers, et en particulier dans le trafic de stupéfiants et d'armes, dans le blanchiment d'argent, dans le traitement illégal des ordures, dans la corruption, dans le chantage, dans l'usure et dans l'attribution frauduleuse de mandats publics de construction.

La 'Ndrangheta, originaire de Calabre, est considérée comme l'organisation mafieuse la plus dangereuse. A la mi-août 2007, elle a également fait parler d'elle en dehors de l'Italie, en faisant assassiner six ressortissants italiens dans la ville allemande de Duisbourg. Au sein de la 'Ndrangheta, comme d'ailleurs au sein d'autres organisations mafieuses, de tels actes de violence résultent souvent d'affrontements entre différentes familles mafieuses. Il n'existe aucun lien – de parenté ou autre – connu entre les familles impliquées dans les assassinats de Duisbourg et la Suisse.

La 'Ndrangheta, originaire de Calabre, est considérée comme l'organisation mafieuse la plus dangereuse.

La police italienne a enregistré en 2007 des succès importants dans la lutte contre la Cosa Nostra en Sicile, mais aussi contre d'autres organisations mafieuses, en arrêtant notamment des dirigeants de ces organisations.

Situation en Suisse

La Camorra de Naples, la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta et la Sacra Corona Unita des Pouilles, les quatre principales organisations criminelles mafieuses, demeurent actives en Suisse. La 'Ndrangheta est actuellement, en Suisse également, l'une des organisations criminelles les plus actives et les plus dangereuses. Ses domaines de prédilection sont le trafic de cocaïne et d'armes, la criminalité économique et le blanchiment d'argent. Les organisations investissent aussi dans l'économie légale, essentiellement dans les domaines de la construction et de la restauration. Certains de leurs dirigeants sont très bien intégrés dans la société suisse. Il y a eu des indices selon lesquels certaines personnes d'origine cala-

Les quatre principales organisations criminelles mafieuses demeurent actives en Suisse.

Meurtres à Duisbourg. Le 15 août 2007, six Italiens ont été abattus à Duisbourg par la 'Ndrangheta.

PHOTO KEYSTONE

braise soutenaient des membres d'organisations criminelles en Suisse.

L'APPRECIATION

Entreprises criminelles

En Suisse, il convient de considérer les groupes criminels italiens comme des entreprises criminelles. Tant des membres d'organisations mafieuses que des intermédiaires extérieurs qui assument des fonctions de soutien et de coordination sans pour autant être membres d'une organisation criminelle sont présents en Suisse. On n'observe néanmoins pas d'infiltration systématique du monde politique ni des milieux économiques suisses.

On n'observe pas d'infiltration systématique du monde politique ni des milieux économiques suisses.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Importation de querelles familiales

En Suisse, les organisations criminelles mafieuses continueront vraisemblablement de se concentrer sur des objectifs économiques. Il est néanmoins possible qu'elles tentent également, dans notre pays, de gagner en influence sur l'administration et le monde politique, de les infiltrer ou d'intimider des particuliers. Il n'existe toutefois pas d'indices concrets allant dans ce sens. La présence de membres d'organisations mafieuses en Suisse peut amener également dans notre pays des querelles familiales ou permettre à des auteurs d'infractions d'entrer dans la clandestinité.

3.1.5. Crime organisé libanais

LA SITUATION

Situation en Suisse

Depuis plusieurs années, des ressortissants libanais sont régulièrement impliqués dans le trafic de stupéfiants, notamment de cocaïne, et dans des cas de blanchiment d'argent. Ils se caractérisent par une grande flexibilité, quant aux quantités de drogue livrées et aussi quant aux réseaux d'approvisionnement à l'étranger. Ils ont notamment utilisé des structures commerciales de sociétés actives dans le marché de l'exportation de véhicules d'occasion aux fins de blanchiment d'argent.

Ressortissants libanais régulièrement impliqués dans le trafic de stupéfiants.

Communauté immigrée

La taille de la communauté libanaise, qui compte environ 2000 résidents en Suisse, s'est stabilisée. Ce nombre ne tient pas compte des ressortissants suisses aux racines libanaises. L'immigration en Suisse a été forte entre 1989 et 1991. Elle a atteint son apogée en 1990 avec 5000 demandes d'asile de ressortissants libanais ou présumés libanais. Le Liban compte moins de quatre millions d'habitants et la diaspora libanaise à travers le monde est estimée à quelque douze à seize millions de personnes. Le crime organisé libanais profite de ces vastes connexions internationales.

Le crime organisé libanais profite des vastes connexions internationales.

Opération au Brésil et liens avec la Suisse

Début 2007, la police fédérale brésilienne a mis au jour un réseau de trafic de cocaïne libanais. La cocaïne, d'une valeur marchande de plus d'un million d'euros, était destinée aux marchés américain, européen et africain. Cultivée dans les pays de production d'Amérique du Sud, elle avait été acheminée à l'étranger – également en Suisse – via le Brésil. La procédure brésilienne faisait suite à une procédure de la police allemande, au cours de laquelle plus d'une tonne de cocaïne, d'une valeur marchande estimée à 110 millions d'euros, avait été saisie en 2005 dans différents pays européens et au Brésil.

Cocaïne destinée au marché américain, européen et africain.

L'APPRECIATION

Carrière de trafiquant

De récentes procédures de poursuite pénale ont montré que des ressortissants libanais venus en Suisse au début des années 90 en qualité de requérants d'asile ont fait carrière au sein d'organisations criminelles spécialisées dans le trafic de stupéfiants. Ils ont débuté par de petits trafics dans les scènes ouvertes de la drogue à Zurich, puis ont poursuivi par des trafics de moyenne importance à l'échelon européen. Certains sont depuis passés aux plus hautes sphères des réseaux sud-américains, et notamment brésiliens. Au Brésil, la communauté libanaise est estimée à près de sept millions de personnes.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Essor des activités en Suisse?

La dimension internationale des affaires, les structures claniques et le cloisonnement des groupes criminels libanais rendent les enquêtes policières longues et complexes. Les groupes libanais disposant en Suisse de très bonnes structures, ils peuvent à tout instant y redéployer plus activement leurs activités.

3.1.6. Crime organisé chinois

LA SITUATION

Secteurs de la criminalité

Selon des informations actuelles, les organisations criminelles chinoises sont actives dans toute l'Europe, en particulier dans l'immigration illégale et les secteurs connexes, soit le trafic de migrants, la falsification de documents de toutes sortes, le travail au noir, la corruption, les escroqueries à la carte de crédit organisées à l'échelon international et la fraude fiscale.

En Suisse, il s'agit surtout de trafic de migrants et d'escroqueries à la carte de crédit.

En Suisse, le crime organisé chinois se manifeste surtout dans le trafic de migrants et les escroqueries à la carte de crédit. Les protagonistes de ce type d'escroqueries organisées à l'échelon international sont des Chinois de souche issus de différents pays asiatiques. Leurs méfaits permettent à des personnes de toutes origines d'acheter des produits de luxe avec des cartes de crédit falsifiées.

Immigration illégale

Le nombre de Chinois ayant séjourné illégalement en Suisse durant l'année sous revue n'est pas connu. Les contrôles effectués dans des restaurants chinois ont régulièrement révélé la présence d'employés non déclarés. On a également eu connaissance de plusieurs cas où des écoliers, des étudiants ou des touristes chinois ont disparu en Suisse sans laisser de trace, ce qui porte à croire qu'ils continuent de séjourner illégalement en Suisse ou dans un autre pays européen.

Disparition d'écoliers, d'étudiants et de touristes chinois.

Les aéroports de Zurich et Genève demeurent des carrefours pour le transit et l'entrée en Suisse. A l'aéroport de Zurich, les ressortissants

de la République populaire de Chine ont figuré en tête de la liste des renvois et de la statistique des passagers titulaires de documents d'identité falsifiés.

Infractions avec violence

La question d'un lien éventuel avec le crime organisé chinois s'est posée après l'assassinat d'un couple de restaurateurs chinois et de cinq employés en février 2007 en Allemagne. En Suisse également, il y a eu des infractions accompagnées de violence au sein de la communauté asiatique, mais aucun lien avec le crime organisé n'a pu être mis au jour pour l'instant.

L'EVALUATION

Une diaspora organisée

Il est difficile de mettre en évidence les structures du crime organisé chinois et son économie souterraine. Les mesures mises en place par les autorités en charge de la sécurité et les autorités de poursuite pénale demeurent en grande partie inefficaces. Cet état de fait, associé à la hausse de l'immigration, favorise le développement et l'expansion du crime organisé chinois et d'une économie parallèle en Suisse.

Il est difficile de mettre en évidence les structures du crime organisé chinois et son économie souterraine.

Le degré d'organisation élevé de la diaspora chinoise, sa forte identité ethnique et son cloisonnement ne facilitent pas la mise en évidence du crime organisé et contribuent à la relative inefficacité des mesures adoptées par les autorités de poursuite pénale. Les barrières culturelles et linguistiques compliquent les enquêtes. Les nombreux clubs culturels et associations de la communauté jouent un rôle important, l'expérience ayant montré à l'étranger que de nombreux représentants d'associations chinoises infiltrent activement des organes et des milieux importants. Ce faisant, ils poursuivent leurs objectifs et favorisent leurs intérêts commerciaux; les représentants des autorités et des milieux économiques, avec lesquels ils entretiennent de bons contacts, deviennent ainsi leurs alliés et sponsors. Ils sont maîtres dans l'art d'utiliser leurs relations sociales.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Tendances inchangées

La tendance à la hausse de l'immigration illégale chinoise, constatée dans toute l'Europe, se poursuit et devrait toucher davantage la Suisse à l'avenir, ce qui augmente également la probabilité de voir des groupes criminels chinois s'établir dans notre pays.

3.2. Secteurs principaux du crime organisé

Les chapitres précédents étaient consacrés à la description des principaux groupes actifs dans le crime organisé en Suisse. Les chapitres suivants décrivent quant à eux les marchés illégaux et les secteurs de la criminalité qui caractérisent le crime organisé en Suisse. Les énumérations de groupes, de marchés illégaux et de secteurs de la criminalité ne sont pas exhaustives, mais découlent de l'importance de ceux-ci ou de l'accent qui est mis dans les analyses, différent selon les années en fonction des procédures ou des projets d'évaluation de grande ampleur. Certains groupes, notamment dominicains, turcs ou suisses, ne font pas l'objet d'une description détaillée dans le présent rapport. Ils peuvent néanmoins présenter un potentiel qui incite à les compter parmi les acteurs du crime organisé. Certains secteurs de la criminalité ou marchés illégaux, comme le trafic d'armes ou de cigarettes, ne font pas l'objet d'une analyse particulière dans le présent rapport, ce bien qu'ils soient importants pour le crime organisé en Suisse. Deux secteurs très importants, celui du blanchiment d'argent et celui de la criminalité économique, sont décrits dans le rapport d'activité de fedpol.

3.2.1. Trafic de stupéfiants

LA SITUATION

Héroïne

La Suisse a enregistré en 2007 un niveau record pour les saisies d'héroïne, dû pour l'essentiel à une grosse prise. Le marché de l'héroïne est dans l'ensemble resté stable, la drogue étant très disponible à des prix bas. Au cours des dernières années, il y a eu beaucoup moins de nouveaux consommateurs d'héroïne que dans les années 90. Il n'en demeure pas moins que la demande d'héroïne est substantielle.

Saisies record d'héroïne.

Les Albanais de souche (de diverses nationalités) et dans une moindre mesure les ressortissants de Serbie, de Croatie, de Turquie, de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Irak et de Géorgie ont confirmé leur position sur le marché de l'héroïne. Outre les Albanais de souche, des personnes domiciliées en Suisse, dépendantes de l'héroïne, se sont également adonnées à de petits trafics.

Cocaïne

La cocaïne reste une drogue à la mode qu'il est facile de se procurer. Plusieurs villes ont annoncé que de la cocaïne était consommée sous forme de freebase ou de crack. Cette drogue arrive en Suisse en grandes quantités, ce qui pourrait stabiliser les prix, voire les faire baisser. En 2007, la police et les douanes ont saisi des quantités record de cocaïne. Il s'agissait de quelques grosses livraisons de fret, mais surtout d'un trafic incessant par personnes ou courrier. Les voies empruntées par les trafiquants ont évolué en permanence, contrairement à ce que l'on constate pour l'héroïne.

La cocaïne reste une drogue à la mode.

Le marché de la cocaïne fait appel à de nombreux acteurs différents, issus de diverses régions. Les ressortissants de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique du Sud dominent le marché. Des réseaux dominicains ont étendu leurs activités à toute la Suisse. Des ressortissants de pays d'Europe du Sud-est et des Suisses détiennent également une part du marché.

Drogues de synthèse

Les importations d'amphétamines et de dérivés comme l'ecstasy ou les méthamphétamines depuis le Benelux ont eu lieu essentiellement par la route ou le rail. Les trafiquants sont majoritairement des Suisses ou des étrangers établis en Suisse, souvent jeunes et eux-mêmes consommateurs. Les Pays-Bas sont le premier producteur des drogues de synthèse alimentant le marché suisse. La police y a découvert des laboratoires professionnels dans lesquels étaient notamment produites des méthamphétamines, substances à l'effet stimulant puissant induisant un risque élevé de dépendance et ayant des effets secondaires destructeurs à long terme.

Les trafiquants sont majoritairement des Suisses ou des étrangers établis en Suisse et eux-mêmes consommateurs.

Saisie record. Le 7 août 2007, 150 kg d'héroïne ont été saisis à la douane de Diepoldsau.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

Les trafiquants offrent souvent une vaste palette de stupéfiants. La consommation de drogues de synthèse est répandue, particulièrement dans les locaux privés de discothèques ou au domicile de membres du milieu qui, extérieurement, paraissent bien intégrés dans la société. En Suisse et dans les Etats voisins, on constate une hausse de la consommation de poudre d'amphétamines, également appelée speed.

Dérivés du cannabis

La production de marijuana reste importante en Suisse, quoiqu'en recul face à l'importation croissante de dérivés du cannabis. La baisse de l'offre et la hausse des prix qui en résultent rendent la production et le trafic plus lucratif. Les gains de ce trafic sont comparables à ceux du

Kath. Le Corps des gardes-frontière et les corps de police ont enregistré en 2007 une forte hausse des saisies de khat, une drogue qui se mâche.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

trafic de cocaïne et d'héroïne, avec des risques et des peines encourues bien moindres.

Le trafic de cannabis est principalement le fait de ressortissants suisses, mais la part des ressortissants de pays d'Europe du Sud-est, d'Afrique du Nord, des Caraïbes, ou encore de Suisses originaires de ces pays, augmente. Les dérivés du cannabis sont dissimulés dans des boutiques et vendus par des coursiers très discrets ou encore commercialisés dans le cercle de connaissances. Nombre de personnes continuent de s'approvisionner elles-mêmes.

Importation croissante de dérivés du cannabis sur le marché suisse.

Khat

Le trafic de khat, une drogue qui se mastique, a augmenté en Suisse et est mieux organisé qu'auparavant. Certains pays voisins annoncent une augmentation des activités criminelles déployées par les acteurs du trafic, associée à des actes de violence. Ces effets pourraient également se faire sentir en Suisse. L'augmentation du nombre d'immigrés originaires de pays d'Afrique de l'Est et du Yémen pourrait entraîner une nouvelle hausse de la consommation de khat en Suisse.

L'APPRECIATION

Déplacement du trafic

Le trafic de stupéfiants glisse de plus en plus de la rue au domaine privé, dans les appartements, dans le cercle de connaissances, dans les hauts lieux de la vie nocturne ou dans le milieu de la prostitution. On constate également le recours à des coursiers. Il en résulte une hausse du sentiment de sécurité subjectif éprouvé par la population mais, par là même, une sous-estimation du problème de la drogue. De plus, ce repli vers les locaux privés empêche la police d'intervenir.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Propagation possible de diverses substances

Le marché de l'héroïne pourrait encore s'étendre, sous l'effet d'un nouveau recul des prix ou de l'essor de la consommation mixte d'héroïne et de cocaïne. Rien ne permet de dire pour l'heure si le crack ou la freebase vont s'établir en dehors des milieux toxicomanes fortement dépendants et du milieu de la prostitution. La production de méthamphétamines aux Pays-Bas et en Europe de l'Est risque de favoriser l'augmentation des importations et de la diffusion en Suisse. Les importations de dérivés du cannabis en Suisse devraient encore augmenter, ce qui devrait entraîner un retour du haschisch à plus grande échelle.

3.2.2. Trafic de migrants

LA SITUATION

Formes du trafic de migrants

Les données n'étant pas prélevées de la même manière dans tous les cantons et leurs approches étant différentes en matière d'enquêtes et de poursuite pénale, il est difficile d'évaluer précisément l'ampleur du trafic de migrants à destination de la Suisse.

Il arrive que les passeurs déploient leurs activités en faveur de membres de leur famille ou de leur clan, mais aussi que ces activités revêtent un caractère professionnel et un haut degré d'organisation. Même s'il arrive toujours que des migrants tentent de traverser la frontière de manière risquée en des points non surveillés ou en se cachant dans des véhicules, le passage a lieu plus fréquemment avec des documents falsifiés de bonne qualité, des visas acquis frauduleusement ou de vrais documents, néanmoins acquis illégalement dans le pays d'origine. Il est souvent difficile de constater ces activités de passeurs lors de l'entrée sur le territoire. Lorsqu'elles sont organisées, elles comprennent également des tentatives de légaliser le séjour après l'entrée sur le territoire, soit par une demande d'asile, soit par un mariage arrangé. Les regroupements familiaux constituent alors souvent la prochaine étape.

Trafic des passeurs en faveur de membres de leur famille ou de leur clan, ou activité professionnelle avec un haut degré d'organisation.

Dans le contexte international, les zones de transit des aéroports suisses servent souvent à munir les migrants de nouveaux documents de voyage et de billets d'avion leur permettant de poursuivre leur voyage jusqu'à leur destination finale.

Entrée dans la clandestinité après l'arrivée

Il a été constaté à plusieurs reprises que des personnes jeunes entraient dans la clandestinité après le passage de la frontière. Durant l'année sous revue, il s'est ainsi avéré que de jeunes Nigérianes, souvent mineures, arrivaient à l'aéroport de Genève puis déposaient une demande d'asile. Elles disparaissaient ensuite souvent même avant d'atteindre le centre d'hébergement de Vallorbe et il était alors impossible de retrouver leur trace.

Un comportement comparable a été observé en Suisse et à l'étranger chez de jeunes Chinois. Ceux-ci ont tendance à disparaître du centre d'hébergement pour requérants d'asile après un certain temps. Sans doute que leur force de travail est alors exploitée. Souvent, des migrants d'origine chinoise entrent sur le territoire en prétendant vouloir se former ou étudier. L'immigration clandestine chinoise est organisée de manière professionnelle et les groupes de passeurs chinois ont, en comparaison avec d'autres, un degré d'organisation plus élevé et opèrent en réseaux à l'échelle mondiale.

Prétexte d'un séjour de formation ou d'études en Suisse.

L'APPRECIATION

Les passeurs agissent depuis l'étranger

Les activités de passeurs en Suisse et à destination de la Suisse sont directement liées aux migrations internationales. Elles se poursuivront tant que la pression migratoire sera forte dans les pays pauvres et les zones de conflits.

L'essentiel des activités de passeurs à destination de la Suisse portent sur des membres de la famille au sens large. Lorsqu'elles sont organisées à titre professionnel, elles revêtent un caractère complexe. Les auteurs s'adaptent très facilement, ils sont bien informés et agissent depuis l'étranger. Les infiltrations d'individus isolés sont bien organisées et il s'avère souvent très difficile de reconnaître qu'elles sont le fait d'un réseau de passeurs. Les enquêtes et la lutte contre les activités de passeurs organisées sont par conséquent ardues.

La majorité des activités de passeurs à destination de la Suisse portent sur des membres de la famille au sens large.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Immigration chinoise

La pression migratoire et les activités de passeurs qu'elle engendre depuis différents pays vont persister. Cette remarque est également valable pour les migrants originaires de Chine.

Pression migratoire depuis différents pays.

En vertu des expériences faites à l'échelon international, il apparaît que, contrairement aux autres pays d'origine, il sera d'autant plus difficile de lutter contre l'immigration chinoise que la communauté chinoise grandira en Suisse, son mode de vie en marge du reste de la société rendant les contrôles des autorités plus difficiles.

3.2.3. Traite d'êtres humains

LA SITUATION

Exploitation sexuelle

Les statistiques sur l'aide aux victimes établies par l'Office fédéral de la statistique et le Centre d'information pour les femmes de Zurich (FIZ) indiquent une recrudescence du nombre de femmes venues en consultation parce qu'elles étaient victimes de la traite d'êtres humains ou avaient fait l'objet d'exploitation sexuelle. Ainsi, le nombre de cas de consultation auprès des centres reconnus pour des infractions telles que l'exploitation de l'activité sexuelle ou l'encouragement à la prostitution (art. 195 CP) et la traite d'êtres humains (art. 196 CP) est passé à 80 cas en 2006 (+17 cas par rapport à 2005). Les consultations réalisées pendant l'année sous revue par le FIZ pour les victimes de la traite des femmes sont passées à 167 (+34 par rapport à 2006). Les victimes sont originaires d'Amérique du Sud, des Caraïbes, d'Europe de l'Est et du Sud-est et, dans une moindre mesure, d'Afrique et d'Asie.

Recrudescence du nombre de consultations de femmes victimes de la traite d'êtres humains ou ayant fait l'objet d'exploitation sexuelle.

Début 2007, une opération de police contre la traite d'êtres humains a permis de reconnaître six victimes roumaines. Une autre opération de police de grande ampleur a été menée environ un mois plus tard dans les cantons de Berne et de Schwyz. Des perquisitions ont été menées dans plusieurs établissements et seize personnes, majoritairement de nationalités roumaine et turque, ont été arrêtées, soupçonnées de procéder à la traite d'êtres humains et d'encourager la prostitution. Les 24 victimes étaient originaires de Roumanie et de Bulgarie, comme ce fut le cas dans d'autres enquêtes menées au cours de l'année sous revue.

Victimes mineures

L'étude de l'Unicef Suisse intitulée «La traite d'enfants et la Suisse», publiée au cours de l'année sous revue, fournit une estimation réaliste de l'ampleur de ce phénomène. Il existe très peu de cas connus d'enfants victimes et il semblerait que la traite d'enfants se limite à des cas isolés en Suisse. Selon toute vraisemblance, ces enfants ont été amenés en Suisse aux fins d'exploitation dans des demeures privées ou dans le milieu de la prostitution, ou encore en vue de commettre des infractions. L'étude montre que les enfants déboutés dans le cadre d'une procédure d'asile en Suisse ou qui ne sont pas déclarés auprès des autorités sont particulièrement vulnérables. Les enquêtes policières montrent également qu'il n'y a que quelques mineurs (un peu moins de 18 ans) parmi les personnes contraintes à la prostitution. On n'a pas constaté de traite d'enfants beaucoup plus jeunes aux fins d'abus sexuel.

La traite d'enfants se limite à des cas isolés en Suisse.

La suppression des barrières douanières suite à l'extension de l'UE à l'Est a fait apparaître des groupes de Roms bien organisés dirigés durement, qui font profession de la mendicité ou s'adonnent au vol à l'étalage ou à la tire. Ils profitent habilement du fait qu'en vertu du code pénal des mineurs, les conséquences juridiques sont moins sévères pour les enfants et les adolescents qui commettent des infractions. Même s'il s'agit surtout de menus larcins, il est probable que les enfants doivent se livrer à l'activité qu'on exige d'eux sur une longue durée et sous contrainte, raison pour laquelle il est possible d'invoquer le

Les criminels profitent du fait que les conséquences juridiques sont moins sévères pour les enfants et les adolescents.

nouvel article du code pénal sur la traite d'êtres humains (art. 182 CP), qui prend en compte l'exploitation du travail. De plus, les victimes n'ont pas droit à une formation scolaire et à une vie correspondant à leur âge.

L'APPRECIATION

Prédominance de l'exploitation sexuelle

La traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle dans le milieu de la prostitution, marqué par une forte concurrence, représente la majeure partie des cas enregistrés en Suisse. La traite des femmes et la prostitution sous contrainte n'ont connu aucun recul durant l'année sous revue. Les derniers cas montrent l'essor de la traite d'êtres humains en provenance d'Europe du Sud-est.

Opération de police contre la traite d'êtres humains. L'image montre un établissement dans le canton de Schwyz, dans lequel une opération de police a été menée (27 février 2007).

PHOTO KEYSTONE

L'EVOLUTION POSSIBLE

Prostitution sous contrainte

Il ne devrait pas y avoir de changements significatifs dans le milieu de la prostitution; les cas d'exploitation ne devraient pas diminuer.

3.2.4. Corruption

LA SITUATION

Des cas de corruption portés devant le Tribunal pénal fédéral

En 2007, le Tribunal pénal fédéral a jugé un cas important de corruption passive. Un ancien employé de la Confédération a été condamné à une peine privative de liberté de deux ans et demi pour abus d'autorité et corruption. Alors qu'il occupait un poste à l'Office fédéral des réfugiés, il avait délivré illégalement des documents de voyage et des documents d'identité à de nombreux Albanais du Kosovo. Il a ensuite, en qualité de collaborateur de l'Office fédéral des assurances sociales et de la surveillance des fondations du canton de Berne, accordé à plusieurs dizaines de personnes des réductions sur leurs primes d'assurance maladie. Il encaissait en échange des pots de vin en liquide ou contraignait les bénéficiaires des réductions à conclure une assurance qui lui rapportait une provision en tant qu'intermédiaire.

Un ancien employé de la Confédération condamné à une peine privative de liberté pour abus d'autorité et corruption.

Affaires de visas

Le MPC enquête dans l'affaire des visas mise au jour à l'ambassade de Suisse au Pakistan entre autres pour corruption passive d'un employé local et d'autres personnes inconnues. Une fois révélées les ventes de visas réalisées par des collaborateurs de la représentation suisse à Islamabad, l'ensemble du personnel de l'ambassade a été changé et un nouvel inspectorat des visas a été mis en place. Le MPC a par contre mis fin aux enquêtes ouvertes contre un collaborateur de la représentation suisse au Nigéria et contre un autre de celle du Yémen.

Pétrole contre nourriture

En novembre 2007, une entreprise suisse active dans le commerce de pétrole a reconnu devant un tribunal new-yorkais avoir versé près de treize millions de dollars de pots de vin au gouvernement irakien dans le cadre du programme des Nations-Unies «Pétrole

Une entreprise suisse a reconnu sa culpabilité devant un tribunal new-yorkais.

contre nourriture». Après ses aveux, l'entreprise s'est engagée à verser la même somme à un fonds de développement des Nations-Unies destiné au peuple irakien.

En Suisse, dans le cadre des enquêtes portant sur le programme «Pétrole contre nourriture», les autorités judiciaires examinent au cas par cas si les éléments constitutifs de la corruption sont réunis. Si l'on se réfère aux poursuites pénales menées dans d'autres pays, il pourrait s'agir, plutôt que de corruption d'agents publics étrangers, d'escroquerie, de gestion déloyale ou d'infractions à la loi du 22 mars 2002 sur les embargos.

L'APPRECIATION

De nombreux cas inconnus

La poursuite pénale des actes de corruption est d'autant plus difficile qu'en règle générale, tant la personne corrompue que la personne corruptrice sont coupables d'infractions et n'ont par conséquent ni l'une ni l'autre intérêt à être découvertes. Il est tout aussi peu probable que des personnes appartenant à l'environnement professionnel des auteurs ou faisant partie de l'entreprise dénoncent les cas. Souvent, les soupçons ne donnent pas lieu à des enquêtes car les auteurs parviennent, grâce à leur position, à les écarter ou exercent une pression sur leurs subordonnés. Il faut en déduire que bon nombre de cas demeurent inconnus.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Données insuffisantes

Il est difficile de procéder à une appréciation générale de l'étendue de la corruption et de reconnaître des tendances, dans la mesure où la corruption et les infractions qui y sont liées ne sont pas recensées dans la Statistique policière de la criminalité (SPC). La nouvelle SPC, qui devrait paraître pour la première fois en 2010, contiendra des données détaillées sur les actes de corruption commis dans les cantons et fournira ainsi une meilleure vue d'ensemble des dénonciations dans ce domaine. ■

4. Extrémisme violent et terrorisme

4.1.	Extrémisme de droite	34
4.2.	Extrémisme de gauche	38
4.3.	Groupes de souche albanaise	42
4.4.	Groupes kurdes et turcs	43
4.5.	Extrémisme violent tamoul	45
4.6.	Financement du terrorisme et de l'extrémisme	47

4.1. Extrémisme de droite

LA SITUATION

Nombre d'incidents

On recense actuellement une trentaine de groupements skinheads actifs en Suisse. Les plus importants d'entre eux, établis depuis un certain temps, sont Blood & Honour Suisse (B&H), les Hammerskins suisses (Schweizerische Hammerskins; SHS) et Morgenstern. Selon les estimations, B&H compte entre 150 et 200 membres dans l'ensemble du pays. Pour ce qui est des groupes plus restreints, leur nombre se limite à quelques dizaines de personnes. L'effectif de ces groupes, ainsi que le nombre et le type d'incidents qui leur sont attribués, restent stables dans l'ensemble.

Environ 30 groupements skinheads actifs en Suisse.

Le nombre d'incidents liés à l'extrême droite (109) est resté stable. Le nombre d'incidents violents a baissé de 64 à 56 cas. Ces variations n'annoncent pas de nouvelles tendances dans les milieux concernés.

Principaux incidents survenus en 2007

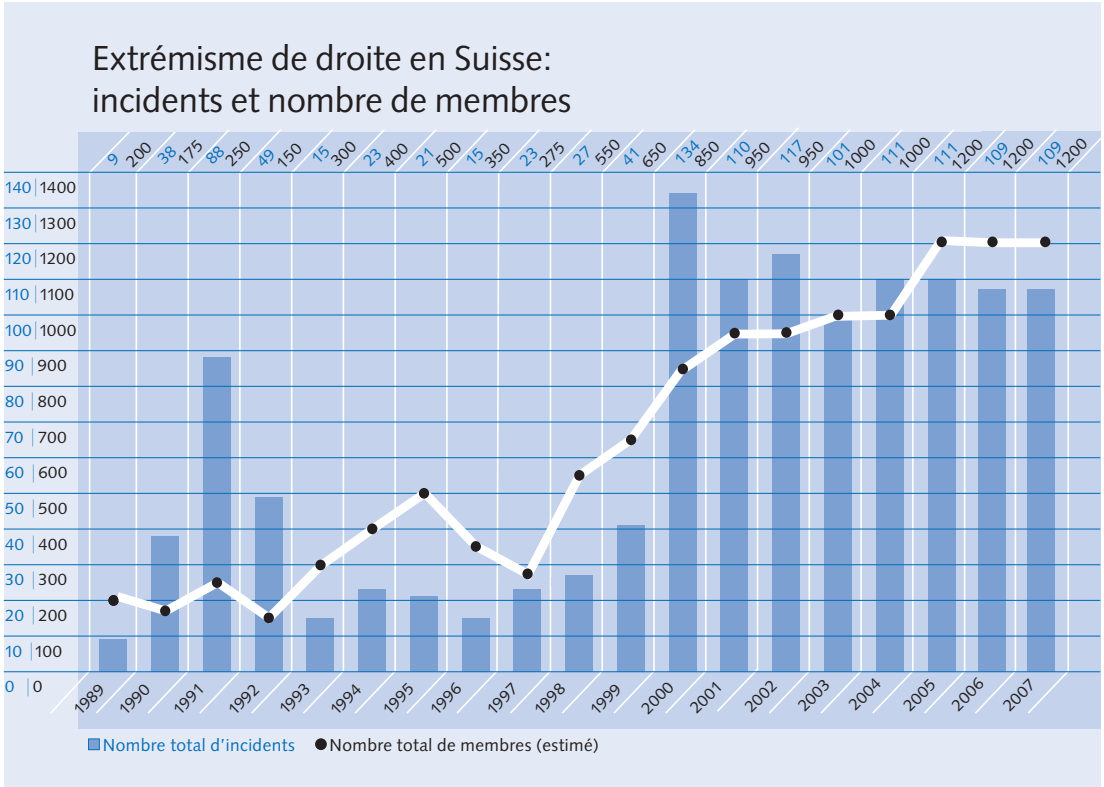
- Le 23 juin, à Glaris, un groupe d'extrémistes de droite a violemment interrompu une manifestation autorisée de jeunes socialistes. Trois agents de police et une manifestante ont été blessés. Des policiers en civil ayant filmé l'agression, des photos des personnes impliquées ont été publiées sur le site des autorités policières compétentes, ce qui a permis d'identifier 18 coupables. Dix d'entre eux ont été jugés en novembre et condamnés à des peines pécuniaires pour émeute et violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires, mais aussi pour infraction à la norme pénale antiraciste (art. 261bis CP, discrimination raciale) et à la loi sur les armes. Pour deux autres, un non-lieu a été prononcé faute de preuves; quant aux six personnes restantes, la procédure les concernant n'avait pas encore abouti au moment de la rédaction du présent rapport.

Interruption violente d'une manifestation autorisée.

- Le 30 juin 2007, quelque 200 personnes liées aux milieux d'extrême droite se sont réunies à Sempach, comme l'année précédente, afin de participer à la fête commémorative de la bataille de Sempach. La fête s'est déroulée sans incident. Une fois que les invités officiels ont quitté la place où s'était déroulée la cérémonie, les représentants du Parti des Suisses nationalistes (PSN) ont déposé leur propre couronne.
- Grâce au dispositif de sécurité mis en place, la fête nationale suisse s'est déroulée dans le calme. La présence d'extrémistes de droite lors de la cérémonie sur le Grütli a en grande partie pu être évitée. Peu après la cérémonie, qui a eu lieu en présence de la présidente de la Confédération, deux charges explosives enterrées dans la pelouse ont détoné, sans causer de dégâts importants. Le MPC a ouvert une enquête de police judiciaire.
- Le 5 août, entre 250 et 300 extrémistes de droite se sont réunis pour célébrer, avec quelques jours de retard, la fête nationale sur le Rütli. La majorité des participants ont été identifiés comme étant membres du PSN, du groupe skinhead SHS ainsi que d'autres groupuscules amis. Il n'y a pas eu d'incidents.

Célébration de la fête nationale avec quelques jours de retard sur le Rütli.

- Dans la nuit du 3 au 4 septembre, des inconnus ont placé des bombes dans la boîte aux lettres de deux organisateurs de la cérémonie du 1er Août, ainsi que dans l'entrée du domicile d'un troisième organisateur. Les charges explosives étaient similaires à celles utilisées sur le Rütli, ce qui semble indiquer qu'il s'agit des mêmes responsables. Le MPC a ouvert une enquête de police judiciaire.
- Le 9 août, huit jeunes extrémistes de droite ont été arrêtés après avoir attaqué et blessé trois personnes d'origine africaine dans la rue, probablement pour des motifs racistes. Au domicile des prévenus, la police a trouvé des armes contondantes et des armes blanches, des drapeaux à croix gammée et des photographies à caractère nazi. La police a ouvert une procédure pénale.
- Suite à un exercice de tir mené le 10 août par deux membres du groupe allemand «Freie Nationalisten Rhein-Main» dans un stand de tir suisse, les autorités compétentes ont ouvert une enquête militaire. La procédure était dirigée contre un ressortissant suisse, qui avait laissé ses deux hôtes allemands s'entraîner



Incidents et nombre de membres. Nombre d'incidents commis par des extrémistes de droite (graffiti exclus) signalés à fedpol au cours des 19 dernières années. GRAPHIQUE DE FEDPOL

avec des armes de l'armée suisse, alors qu'ils auraient dû demander une autorisation pour ce faire. Le Suisse a fait l'objet d'une sanction disciplinaire.

- Le 13 octobre, dans l'Appenzell, environ 150 extrémistes de droite ont participé à une manifestation non autorisée «contre les violeurs d'enfants». Les autorités compétentes avaient retiré l'autorisation accordée au départ après avoir appris que les organisateurs étaient d'extrême droite.
- Le 22 décembre, un concert du groupe skinhead Indiziert a eu lieu à Berthoud. La police cantonale a contrôlé environ 80 personnes, mais n'a constaté aucune infraction.

PSN

Le PSN compte un peu plus d'une centaine de membres. Son programme et ses publications se caractérisent par une rhétorique d'extrême droite, xénophobe et antidémocratique. De plus, l'idéologie du mouvement est fortement influencée par les milieux négationnistes. Le PSN entretient des contacts avec des groupements d'extrême droite en Suisse et à l'étranger, dont certains sont violents. Certains membres du PSN ont à plusieurs reprises eu des accrochages avec la justice, entre autres pour violation de la norme pénale antiraciste. Parmi les effets de plusieurs d'entre eux, on a retrouvé du matériel de propagande, ainsi que des armes comme des matraques, des couteaux et des sprays au poivre. Fin septembre 2007, le PSN a dévoilé des changements de personnel au sein de son siège national et dans d'autres sections, ainsi que la dissolution de la section soleuroise. Parallèlement, le parti a annoncé son intention de fonder une section en Suisse romande.

Programme et publications caractérisés par une rhétorique d'extrême droite, xénophobe et antidémocratique.

Blood & Honour

L'organisation de ce mouvement, très structurée à l'origine, est devenue plutôt floue. Cependant, ses membres sont toujours actifs et se consacrent surtout à l'organisation d'événements et plus particulièrement de concerts. En Suisse romande, on a observé des tendances à la restructuration au cours des deux dernières années.

Attaque d'extrémistes de droite lors d'une manifestation à Glaris. La police a publié les photos, permettant ainsi d'identifier 18 auteurs.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

La violence prend des formes de plus en plus graves dans les rangs de B&H. Pendant les derniers mois de l'année 2007, les membres du mouvement se sont régulièrement fait remarquer par des rixes menant à des lésions corporelles. Cette violence était dirigée contre d'autres groupes d'extrême droite – comme les SHS – ou d'extrême gauche, mais aussi contre l'Etat et ses institutions. Les agressions commises le 23 juin 2007 à Glaris étaient le fait de membres de B&H. Les tendances violentes au sein du mouvement proviennent surtout de ses membres les plus jeunes.

La violence prend des formes de plus en plus graves dans les rangs de B&H.

Par ailleurs, les membres de B&H ont mené de plus en plus d'actions en lien avec le milieu du hooliganisme. Plusieurs d'entre eux étaient par exemple présents parmi les hooligans lors des débordements de décembre 2006 à Zurich. En août 2007, B&H a organisé un concert avec un groupe de musique allemand se situant à mi-chemin entre hooliganisme et extrémisme de droite.

Musique

La musique remplit plusieurs fonctions importantes au sein des mouvements d'extrême droite: elle permet d'entrer dans le milieu et constitue un facteur d'identification et un véhicule de propagande. Les huit groupes connus de la police en Suisse viennent tous de Suisse alémanique. Au moins trois nouveaux groupes sont apparus depuis 2004, dont Indiziert: on lui connaît 17 apparitions sur des scènes suisses, mais il a également donné des concerts à l'étranger et produit des enregistrements. Le groupe «Amok» s'est quant à lui particulièrement fait remarquer en 2007 en publiant son premier album, intitulé «Verbotene Wahrheit» («Vérité interdite»), qui a donné lieu à une plainte pour menaces. Une enquête est en cours pour déterminer si les paroles constituent une infraction à la norme pénale antiraciste.

La musique comme moyen d'intégration dans les milieux d'extrême droite, facteur d'intégration et véhicule de propagande.

En Suisse, la plupart des concerts ont eu lieu dans les cantons germanophones de Lucerne, Argovie, Zurich, Berne, Soleure et Thurgovie, mais également dans le canton de Vaud. De plus, des extrémistes de droite agissant isolément essaient depuis un certain temps de gagner de l'argent en important, en diffusant et en vendant du matériel d'extrême droite tel que des CD et des vêtements typiques de ce milieu, ou en organisant des concerts.

Extrémisme de droite en Europe

L'évolution de l'extrême droite en Suisse ne diverge pas significativement de celle observée dans d'autres pays d'Europe du Nord et d'Europe occidentale, ce qui permet d'établir des comparaisons et d'observer les tendances déjà présentes ailleurs et risquant d'apparaître en Suisse.

A l'échelle européenne, les groupes d'extrême droite sont généralement petits, dispersés et peu homogènes au niveau idéologique, bien qu'ils soient tous des extrémistes de droite. Dans tous les pays d'Europe, les conflits entre l'extrême droite et l'extrême gauche causent des problèmes considérables à la police. En Suisse, les affrontements avec leurs ennemis idéologiques d'extrême gauche constituent un élément majeur des activités d'extrême droite. Ces incidents sont porteurs d'un potentiel de violence très élevé. Les extrémistes de droite européens entretiennent un grand nombre de contacts à l'étranger, surtout à un niveau individuel.

A l'échelle européenne, les groupes sont petits, dispersés et peu homogènes au niveau idéologique.

A l'échelon international comme national, on observe que les groupes d'extrême droite s'approprient de plus en plus souvent des thèmes qui occupent une place importante dans l'actualité politique, afin d'augmenter leurs chances de se faire élire. C'est le cas, par exemple, de la protection de l'environnement ou des animaux, et de la lutte contre la pornographie enfantine.

Dans certains pays comme la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne et la République tchèque se dessine la nouvelle tendance de ce qu'on ap-

pelle les groupes de «nationalistes autonomes»: il s'agit principalement de jeunes activistes, qui se considèrent en rivalité avec les groupes déjà établis et sont prêts à recourir à la violence. Il est difficile de déterminer l'orientation idéologique de ces nouveaux groupes, qui ne sont pas structurés et qui n'ont pas de hiérarchie à proprement parler, raison pour laquelle il est impossible d'identifier un meneur. On n'a pas recensé de tels groupes en Suisse en 2007. Une autre tendance naissante observée en Italie et en Autriche, qui consiste à recruter de nouveaux membres dans les milieux du hooliganisme, s'est confirmée.

Nouvelle tendance des groupes de «nationalistes autonomes».

Patriotisme d'extrême droite sur le Rütli. En 2007, les extrémistes de droite ont une nouvelle fois été empêchés de prendre part aux festivités du 1er Août sur le Rütli. PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

L'APPRECIATION

Violence

L'idéologie d'extrême droite se caractérise par un nationalisme exacerbé, allié à des idées xénophobes, racistes et antisémites agressives. Les extrémistes de droite éprouvent une profonde méfiance envers les principes démocratiques et se montrent souvent violents.

Les chiffres montrent qu'en 2007 les extrémistes de droite se sont montrés plus agressifs face aux forces de sécurité. Afin de contourner les mesures de prévention accrues mises en place par les autorités, ils ont redoublé de discrétion pour l'organisation de leurs activités. Une partie du milieu s'est engagé dans la politique, tandis que le reste du mouvement s'est régulièrement fait remarquer par des débordements violents.

En 2007, les extrémistes de droite se sont montrés plus agressifs face aux forces de sécurité.

Les armes utilisées pendant les affrontements violents possèdent une grande valeur symbolique dans ce milieu. Mis à part les étrangers, les cibles de ces violences sont les personnes issues des milieux d'extrême gauche, avec lesquelles les extrémistes de droite sont en guerre ouverte.

Rassemblements et activités musicales

Comme le montrent leurs rassemblements lors des journées commémoratives nationales, les groupes d'extrême droite tentent de plus en plus souvent de se faire remarquer par des apparitions médiatisées. En tant que force politique, ils ne peuvent se faire entendre que dans certains cantons, de manière limitée au niveau communal. Les partis d'extrême droite représentent un danger potentiel pour les principes démocratiques de l'Etat de droit, étant donné qu'ils tolèrent dans leurs rangs des individus qui se retrouvent régulièrement impliqués dans des confrontations violentes d'ordre politique.

Rassemblements lors de journées commémoratives nationales comme moyen de médiatisation.

L'organisation secrète d'événements, en particulier de concerts, est une activité caractéristique de ces groupes. Plusieurs vérifications judiciaires ont montré que les paroles des chansons d'extrême droite ne peuvent pas toutes être qualifiées de racistes. Un certain nombre de rassemblements d'extrême droite ont pu être empêchés grâce à des mesures préventives ciblées. L'une de ces mesures consiste à contacter et sensibiliser les propriétaires de locaux qui pourraient servir à ces rassemblements. En 2007, fedpol (SAP) a prononcé comme mesures à court terme 40 interdictions d'entrée contre des militants étrangers d'extrême droite, parmi lesquels se trouvaient aussi des membres de groupes de musique skinhead. Ces mesures ont permis d'empêcher les concerts et donc la diffusion de textes racistes et ont contribué à diminuer encore l'attrait de la Suisse comme pays hôte pour ce genre de manifestations.

Organisation secrète d'événements.

Extrémistes de droite et hooligans

Selon les recherches de fedpol (SAP), 10 à 15 % des hooligans actifs en Suisse font également partie des milieux d'extrême droite. La fusion entre ces deux milieux reste néanmoins un

phénomène marginal. Il n'existe aucun élément permettant de conclure à une augmentation des activités de l'extrême droite dans les stades et alentour.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Potentiel de violence inchangé

Aucun changement n'a été observé en ce qui concerne le potentiel de violence au sein des milieux d'extrême droite.

Internet représente un outil idéal pour ces groupes, qui cherchent à préserver leur anonymat. La musique d'extrême droite est plus facile à obtenir sur la Toile, ce qui contribue à sa diffusion. Il est donc probable que la musique disponible sur Internet, avec ses textes véhiculant l'idéologie d'extrême droite, mais aussi les concerts, jouent à l'avenir un rôle encore plus important dans le recrutement des jeunes au sein des groupes d'extrême droite et dans l'affirmation du mouvement lui-même. Les affrontements entre les groupements d'extrême gauche et d'extrême droite continueront à s'intensifier, tandis que la tendance de l'extrême droite à organiser ses rassemblements en secret s'accroîtra encore.

Musique d'extrême droite plus facile à obtenir par le biais d'Internet.

4.2. Extrémisme de gauche

LA SITUATION

Nombre d'incidents

Le nombre d'incidents liés à l'extrême gauche a baissé de 2,6 % entre 2006 et 2007, passant de 227 à 221 cas tout en restant dans la moyenne élevée de ces dernières années. Le nombre d'actions de solidarité en faveur de personnes incarcérées a connu une baisse significative, passant de 35 à 19 %. Cependant, cette diminution a été compensée par d'autres actions, comme par exemple les actions commises en relation avec des occupations illégales de bâtiments, qui ont augmenté de façon marquée. Environ 57 % de tous les incidents étaient accompagnés de violences contre des objets ou des personnes alors que, l'année précédente, ce chiffre se montait à 65 %.

Principaux incidents survenus en 2007

- Le 22 janvier, dans le contexte du Forum économique mondial (World Economic Forum, WEF), des incendies criminels ont été perpétrés contre les bâtiments de fedpol et du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).
- Le 27 janvier, à Bâle, trois policiers ont été blessés lors des débordements violents qui ont marqué la manifestation à la fin du WEF.
- A l'occasion de la fête du 1er Mai et pendant les jours qui ont précédé, des débordements graves ont eu lieu à Zurich, notamment lors de la manifestation non autorisée en marge des festivités. Le montant total des dégâts s'élevait à 748 000 francs.
- Le 5 juin, un attentat contre une filiale d'un fabricant de voitures allemand a causé des dégâts s'élevant à 200 000 francs.
- L'évacuation des squats de la «Tour» et du «Rhino» à Genève a donné lieu en juillet à des manifestations non autorisées et à des actes de vandalisme.
- Le 13 juillet, un incendie criminel dans un train Cisalpino à la gare de Zurich a causé des dommages d'une valeur totale de 80 000 francs.
- Le 18 septembre, une manifestation de protestation contre la visite du conseiller fédéral Christoph Blocher au Comptoir suisse à Lausanne a donné lieu à des affrontements violents.
- Le 20 septembre, un incendie criminel dirigé contre une filiale d'un fabricant de véhicules utilitaires allemand à Otelfingen a causé des dégâts à hauteur d'un million de francs.
- Le 6 octobre, une manifestation non autorisée contre une réunion électorale organisée par l'UDC à Berne a dégénéré en affrontements violents, causant pour 213 000 francs de dégâts. Le soir même, des bagarres ont à nouveau éclaté aux environs de la Reitschule.

Débordements à Berne à l'occasion d'une réunion électorale de l'UDC.

- Le 10 novembre, la police a réussi à empêcher une manifestation «antifasciste» non autorisée de la RAZ.
- Le 10 décembre, des inconnus ont mis le feu à plusieurs voitures chez un distributeur de marques automobiles italiennes à Meilen. Les dégâts matériels s'élevaient à près de 280 000 francs. Une lettre de revendication provenant des milieux d'extrême gauche a été publiée sur Internet.

Phénomène urbain

L'extrémisme de gauche reste un phénomène urbain. Les incidents touchant à la sécurité intérieure ont eu lieu plus particulièrement dans des agglomérations alémaniques comme Bâle ou Winterthour, mais surtout à Berne et à Zurich. En juillet, un grand nombre de débordements et d'actes de vandalisme se sont produits à Genève dans le contexte de l'évacuation de squats comme celui de la «Tour» et du «Rhino»: ces deux maisons étaient occupées depuis les années 80. Les événements genevois ont eu des répercussions ailleurs sous forme d'actions de solidarité, et même d'un incendie perpétré contre le bâtiment de la police municipale zurichoise.

Les incidents touchant à la sécurité intérieure ont eu lieu plus particulièrement dans des agglomérations alémaniques.

Militants antimondialisation violents

Comme par le passé, des extrémistes de gauche ont tenté en 2007 de se servir de la lutte contre la mondialisation pour promouvoir leur propre cause. On a ainsi relevé, avant et pendant le WEF – qui a eu lieu fin janvier 2007 à Davos – plusieurs petites manifestations non autorisées, de même que des déprédations à la peinture et des explosions de pièces d'artifice qui ont parfois causé des dégâts matériels considérables. Les extrémistes ont pris pour cible des entreprises actives au niveau international et des représentations étrangères, mais aussi des institutions de la Confédération. Pour la première fois depuis des années, des débordements se sont produits lors de la manifestation finale autorisée à Bâle, qui comptait entre 800 et 1000 participants. Le WEF lui-même s'est quant à lui une fois de plus déroulé sans incidents.

Tentative d'instrumentalisation de la lutte contre la mondialisation.

On a également recensé des actions illégales en rapport avec le sommet du G8 à Heiligendamm (Allemagne). Les attaques étaient principalement dirigées contre des filiales d'entreprises allemandes, mais aussi contre des représentations de l'Allemagne, comme le consulat à Lugano. Début juin, un incendie criminel a été provoqué dans ce contexte contre la filiale d'une marque automobile allemande à Schlieren.

Débordements à Berne. Le 6 octobre 2007, des débordements ont eu lieu lors d'une manifestation non autorisée dirigée contre l'UDC. PHOTO KEYSTONE

Le mouvement «Antifa» à Berne

Suite aux débordements de l'année précédente, la «promenade antifasciste» de Berne n'a pas eu lieu en 2007, et ce pour la première fois depuis des années. L'extrême gauche a par contre tenté, de début mai à début juillet, d'attirer l'attention du public avec une «campagne antifasciste». Par ailleurs, le mouvement a franchi en août un nouveau pas dans la confrontation directe avec l'extrême droite en s'introduisant dans le système informatique du PSN pour pirater ses e-mails et ses publications sur Internet.

Attaque de hacking dans le cadre de la confrontation directe avec l'extrême droite.

Le mouvement «Antifa» a particulièrement fait parler de lui lors des élections parlementaires d'octobre: dès le mois de juin, et de manière accrue à partir de septembre, l'extrême gauche a pris pour cible l'UDC, qu'elle accuse d'extrémisme de droite et de racisme. C'est dans ce contexte qu'ont éclaté les désordres à l'occasion de la visite du conseiller fédéral Christoph Blocher au Comptoir suisse à Lausanne, le 18 septembre 2007. La particularité de cet événement résidait dans le fait que ses instigateurs venaient exclusivement de la région même et agissaient sans le soutien de mili-

Manifestation après le défilé du 1er Mai. Des débordements ont eu lieu le 1er mai 2007 à Zurich lors d'une manifestation non autorisée.

PHOTO KEYSTONE

tants alémaniques. Le 6 octobre, une manifestation non autorisée contre un rassemblement électoral organisé par l'UDC a donné lieu à de graves débordements.

Violences à Zurich

En 2007, Zurich était à nouveau l'une des villes les plus touchées par les activités liées à l'extrême gauche. Ainsi, pour le 1er Mai et les jours qui l'ont précédé, les dommages matériels causés par ces groupes lors de leurs actions de sabotage s'élevaient à 120 000 francs. La manifestation non autorisée qui a suivi les festivités du 1er Mai, comptant comme toujours un grand nombre de suiveurs très jeunes, a causé des dégâts pour un montant de 628 000 francs. Si l'on ajoute à cela les 850 000 francs qu'ont coûté les interventions policières, le total des frais rien que pour les festivités du 1er Mai à Zurich s'élève à près d'1,6 million de francs.

Les coûts pour le 1er Mai à Zurich s'élèvent à près d'1,6 millions de francs.

Actions de solidarité en faveur de personnes incarcérées

En 2007, les actions de solidarité organisées en faveur de prétendus prisonniers politiques ont acquis une dimension particulière. Comme en 2006, des manifestations ont été organisées en faveur de prisonniers kurdes soumis à une procédure d'extradition; de même, différentes actions ont été organisées en faveur de la libération d'une personne condamnée pour meurtre, dont la peine de prison a été significativement réduite pour des raisons formelles, suite à un nouveau procès.

Mais les événements les plus marquants dans ce domaine en 2007 étaient les actions de solidarité en faveur de terroristes de gauche et de personnes soupçonnées de terrorisme détenues à l'étranger. Des actions de soutien aux membres italiens des Brigades rouges et aux militants présumés de l'organisation allemande militante gruppe (mg) ont surtout été observées dans la région zurichoise, comme dans le cas de l'incendie criminel perpétré contre un train Cisalpino en juillet, contre une filiale d'un fabricant allemand de véhicules utilitaires à Otelfingen en septembre et contre une entreprise de distribution de véhicules à Meilen.

Priorité aux actions de solidarité en faveur de terroristes de gauche et de personnes soupçonnées de terrorisme détenues à l'étranger.

Liens avec le terrorisme de gauche

Depuis quelques années, on observe que le Secours Rouge international (SRI) a renforcé ses réseaux et sa collaboration avec des groupes d'extrême gauche à l'étranger, opérant ainsi un retour en force considérable. Actif à l'échelle européenne, le SRI constitue une plate-forme de transmission, de coordination et de contact pour les groupes d'extrême gauche. Géographiquement, il concentre ses activités en Belgique, en Italie, en Suisse, en Allemagne, en France, en Espagne et en Grèce. Il entretient des contacts avec les milieux terroristes d'extrême gauche et leurs sympathisants et possède des secrétariats généraux à Bruxelles et à Zurich. Le secrétariat général de Zurich est géré par la RAZ. Le groupe Reconstruction révolutionnaire Suisse (Revolutionärer Aufbau Schweiz, RAS) est l'organisation extrémiste violente la plus influente de Suisse. En outre, son rôle central dans l'organisation du SRI lui confère une légitimité certaine au niveau européen.

Depuis quelques années, on observe un retour en force considérable du Secours Rouge international.

Les soupçons relatifs à une éventuelle implication de la RAZ dans des activités liées au terrorisme de gauche se sont confirmés en février, lors de perquisitions menées chez des membres de l'organisation suite à une demande d'entraide judiciaire du Ministère public milanais dans le cadre d'une enquête de la police italienne concernant les Brigades rouges.

Les soupçons sur l'implication de la RAZ dans des activités liées au terrorisme de gauche se sont renforcés.

Par ailleurs, la RAZ s'est engagée en faveur de membres présumés de l'organisation allemande militante gruppe, qui est connue pour être le groupe d'extrême gauche le plus violent d'Allemagne depuis l'époque de la Fraction Armée rouge (Rote Armee Fraktion, RAF). La RAS entretient également des contacts étroits avec d'anciens membres de la RAF. Elle a par exemple invité Inge Viett, une ancienne militante de la RAF, à une conférence à Zurich le 20 octobre, à l'occasion du trentième anniversaire du suicide des terroristes de la RAF Baader, Ensslin et Raspe. Des événements similaires ont eu lieu au même moment à Stuttgart, Bruxelles, Berlin et Milan, les rassemblements étant reliés entre eux par un système d'audioconférence.

L'APPRECIATION

Mise en évidence de thèmes classiques

L'influence du mouvement antimondialisation a continué à baisser au sein de l'extrême gauche. Les antimondialistes modérés traversent manifestement une période difficile et se sont distanciés des groupes prêts à recourir à la violence. Le nombre de manifestations a encore diminué, de même que le nombre de personnes participant à ces événements. En ce qui concerne la frange violente du mouvement antimondialisation, qui compte un millier de personnes, son potentiel de mobilisation n'a pas diminué. Cependant, la perte d'intérêt du public pour la lutte contre la mondialisation, cause qui a constitué une tribune médiatique efficace pendant plusieurs années, s'est également fait ressentir au sein de ce groupe. Leurs interventions ne se limitent plus au thème de la mondialisation, mais abordent également des thèmes comme le démantèlement social ou les conditions de travail en Suisse.

L'influence du mouvement antimondialisation a continué à baisser au sein de l'extrême gauche.

De fait, l'extrême gauche a poursuivi le changement d'orientation amorcé, en s'éloignant de la critique face à la mondialisation et en se concentrant sur la lutte contre le fascisme («antifa»), tout en menant des actions en faveur de prétendus prisonniers politiques. Ces deux objectifs sont des thèmes classiques de l'extrémisme de gauche, au même titre que la critique récurrente de l'attitude soi-disant répressive des forces de sécurité. Si le terme «antifa» implique, au premier abord, uniquement la lutte contre le fascisme et le racisme, le mouvement antifasciste vise la destruction du système économique et financier libéral et de l'ordre étatique démocratique. Les nombreuses actions de soutien à des personnes incarcérées, les activités du SRI et de la RAZ en faveur de groupes terroristes d'extrême gauche et de leurs représentants, mais aussi le résultat d'opérations policières menées dans les pays voisins montrent que le potentiel de reformation du terrorisme d'extrême gauche est toujours bien présent.

Lutte contre le fascisme et actions en faveur de prétendus prisonniers politiques.

Appréciation générale

La tendance au recours à la violence dans les milieux d'extrême gauche reste inchangée. En analysant les événements du 6 octobre à Berne, on est frappé non pas tant par la méthode connue des semeurs de trouble, qui consiste à se répartir en petits groupes agissant de manière dispersée mais efficace, mais par le degré de perfection qu'ils ont atteint dans le domaine tactique.

La tendance au recours à la violence dans les milieux d'extrême gauche reste inchangée.

Les agglomérations de Zurich et Berne forment toujours les points centraux des activités d'extrême gauche. Les actes de vandalisme et les débordements de l'été 2007 à Genève peuvent être considérés comme une exception due à un événement ponctuel. Les principales activités du mouvement se déroulent majoritairement dans les milieux liés à la RAZ et autour de la Reitschule à Berne.

Les événements enregistrés en 2007 ne changent rien à l'appréciation générale, à savoir que l'extrémisme de gauche porte atteinte à la sécurité intérieure de la Suisse de manière locale et ponctuelle.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Instrumentalisation de thèmes anciens et nouveaux

Aucun changement fondamental n'est à prévoir en ce qui concerne le mouvement antimondialisation, qui continue à s'affaiblir. En revanche, on remarque que l'extrême gauche s'attache, en plus de ses thèmes habituels, à s'approprier et à instrumentaliser de nouveaux thèmes pour diffu-

ser son idéologie, comme par exemple l'engagement contre les centrales nucléaires ou les négociations salariales dans le secteur de la construction.

Les milieux de l'extrême gauche useront de tous les moyens à leur disposition pour étendre l'influence du SRI et développer leur réseau de contacts. Ainsi, le mouvement de Reconstruction révolutionnaire devrait gagner en importance non seulement en Suisse, mais également au niveau européen, ce qui augmente les risques d'une nouvelle montée du terrorisme de gauche.

Montée de l'influence de la Reconstruction révolutionnaire en Suisse et en Europe.

4.3. Groupes de souche albanaise

LA SITUATION

Décision sur le statut du Kosovo

Dans l'ensemble, la situation au Kosovo est restée plutôt stable en 2007, malgré les tensions dues à la question non résolue de son statut. Fin mars 2007, l'envoyé spécial de l'ONU, Martti Ahtisaari, a soumis sa proposition au Conseil de sécurité. La Russie a menacé de mettre son veto si on ne parvenait pas à une solution acceptable pour toutes les parties. Malgré de nouvelles discussions directes entre la Serbie et les Albanais du Kosovo sous l'égide de la troïka des médiateurs internationaux – composée d'un représentant des Etats-Unis, de la Russie et de l'Union européenne – aucune solution n'a encore été trouvée.

Discussions directes entre la Serbie et les Albanais du Kosovo sous l'égide de la troïka des médiateurs internationaux.

L'insatisfaction de la population kosovare n'a fait que grandir face au retard pris dans la voie vers l'indépendance et à la situation économique difficile. Vers la fin de l'année 2007, on a constaté une augmentation des activités de groupes d'extrémistes violents, dont l'Armée nationale albanaise (AKSh/ANA) et quelques associations d'anciens combattants.

Situation en Suisse

En Suisse, la situation est restée calme en cette année placée sous le signe des négociations sur le statut du Kosovo. Au sein de la diaspora de souche albanaise, des manifestations politiques et culturelles ont été organisées. Fin janvier 2007, une manifestation du Mouvement pour l'autodétermination (LPV) a réuni près de 250 personnes devant le siège de l'ONU à Genève. Les organisateurs ont lancé un appel à la mobilisation pour faire face aux risques de décentralisation, de division, de protectorat international et d'opposition de la part des Serbes. Le Front pour l'unification nationale albanaise (FBKSh), le bras politique de l'AKSh, s'est associé à l'appel du LPV, appelant dans un communiqué les communautés albanaises du Kosovo en Europe à participer à la manifestation. On n'a pas recensé de violences entre les immigrés d'Europe du Sud-est en 2007.

On n'a pas recensé de violences entre les immigrés d'Europe du Sud-est en 2007.

L'APPRECIATION

Attachement au pays d'origine

Une grande partie des Albanais de souche vivant en Suisse restent très attachés à leur pays d'origine et participent activement à une multitude d'associations. L'éventail va de la participation à des activités culturelles et politiques jusqu'à l'engagement dans des groupes aux tendances extrémistes violentes, ou dans des groupes qui se rapprochent de cette tendance, ainsi que leurs associations faîtières. Si les structures organisationnelles de ces groupes sont toujours intactes, le nombre de militants a beaucoup baissé et n'est en

Participation à un grand nombre d'associations.

rien comparable avec les chiffres enregistrés lors des précédentes confrontations.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Nouveaux paramètres suite au changement de statut du Kosovo

Il est possible que des luttes de pouvoir intra-ethniques voient le jour au Kosovo même et que des groupes d'extrémistes violents de Macédoine ou du sud de la Serbie fassent usage de la violence pour essayer d'attirer l'attention du public sur leur situation.

Si des violences devaient à nouveau éclater dans ces régions, il est probable qu'elles auront des répercussions sur la sécurité intérieure de la Suisse. Du côté de la communauté de souche albanaise, ces répercussions devraient prendre la forme de manifestations, de propagande ou encore d'un soutien financier, logistique et matériel à des groupes d'extrémistes dans le pays d'origine. Etant donné le haut niveau d'organisation des groupes et associations de la communauté de souche albanaise en Suisse, il est possible que les actions de soutien renaissent ou connaissent un nouvel essor. La communauté serbe établie en Suisse est peu politisée mais très attachée à ses origines. Une montée du nationalisme en Serbie pourrait également donner lieu à des actions isolées en Suisse de la part de la diaspora serbe. Au moment de la clôture de la rédaction, il n'existait aucun élément concret permettant de conclure à une telle menace, que ce soit du côté serbe ou albanais.

Il est possible que les actions de soutien connaissent un nouvel essor.

4.4. Groupes kurdes et turcs

LA SITUATION

Combats persistants en Turquie

En 2007, des affrontements ont à nouveau éclaté dans le sud-est de la Turquie entre le PKK et les forces de sécurité, faisant plusieurs morts dans les deux camps. Fin mai, un attentat-suicide a fait huit morts et une centaine de blessés à Ankara. Début juin, à Istanbul, plusieurs personnes ont été blessées dans un attentat à la bombe. Les autorités soupçonnent le PKK, qui est un parti interdit, d'être à l'origine de ces deux attentats.

Le 16 octobre 2007, le Parlement turc a donné au gouvernement l'autorisation de mener une opération militaire contre les Kurdes dans le nord de l'Irak. Cinq jours plus tard, près de 200 combattants du PKK ont attaqué un poste-frontière de l'armée turque. Douze soldats ont perdu la vie; huit soldats ont été faits prisonniers et emmenés dans le nord de l'Irak. L'attaque a encore envenimé le conflit entre les nationalistes turcs et kurdes. Des commerces appartenant à des Kurdes et les locaux du parti pro-kurde DTP (Parti pour une société démocratique) ont été attaqués. Le procureur de la Cour de cassation turque a demandé l'ouverture d'une procédure d'interdiction contre le DTP. A la fin de l'année, l'armée turque a lancé des opérations aériennes et terrestres contre des positions du PKK dans le nord de l'Irak.

Combattants du PKK au nord de l'Irak.

Situation en Europe occidentale

Début février, plusieurs personnes issues des milieux du PKK ont été arrêtées en France, en Belgique et aux Pays-Bas. Cet événement, ajouté à la rumeur selon laquelle Abdullah Öcalan, chef du PKK incarcéré, aurait été empoisonné, a provoqué en mars 2007 des manifestations dans plusieurs villes d'Europe, ainsi qu'une série d'incendies criminels, dont certains ont causé des dégâts matériels considérables.

En Suisse, des incendies ont été provoqués à la même période à Bâle, St-Gall, Zurich, Lyss et Münchenbuchsee. Ces actes ont été revendiqués sur un site web par une organisation de jeunes du PKK appelée Kamikazen APO's. En Allemagne, c'est l'organisation de jeunes Komalan Ciwanen qui avait appelé à commettre ces actions. L'état de santé et les soupçons d'empoisonnement d'Öcalan ont également été évoqués par de jeunes Kurdes, agissant à chaque

Incendies criminels à Bâle, St-Gall, Zurich, Lyss et Münchenbuchsee.

Commémorations du PKK à Lucerne. Des représentants de haut rang du PKK ont participé aux festivités du 1er décembre 2007. A l'arrière-plan de la photo, on voit le portrait d'Abdullah Öcalan, entouré de drapeaux du PKK. PHOTO KEYSTONE

fois par groupes d'une vingtaine de personnes, qui ont pénétré dans les locaux de rédaction de différents journaux, de stations de radio et de télévision ainsi que dans un bureau d'Amnesty dans la période du 7 au 18 mai à Bâle, Berne, Bienne et Zurich.

En octobre et novembre 2007, la menace d'invasion militaire des territoires kurdes du nord de l'Irak a donné lieu, en dehors de la Turquie, à de violents affrontements entre Turcs et Kurdes. Des inconnus se sont également attaqués à des institutions kurdes. En Suisse, les manifestations se sont déroulées dans le calme et les confrontations violentes ont pu être évitées par l'intervention rapide de la police auprès des organisateurs et des chefs de file des groupes turcs et kurdes. Le 10 novembre, une manifestation organisée à la mémoire d'Atatürk et comptant 150 participants issus majoritairement des milieux nationalistes turcs a été perturbée par une femme qui passait à proximité avec un drapeau représentant le chef du PKK, Abdullah Öcalan. La police a réussi rapidement à calmer les manifestants en colère.

Décisions de non-extradition vers la Turquie

Fin 2005, sur la base d'un mandat d'arrêt émis par les autorités turques, un cadre du comité central du PKK a été arrêté en Suisse et placé en détention en vue de son extradition. Ce ressortissant turc de souche kurde avait déposé une demande d'asile en Suisse. La Turquie accuse cet homme d'avoir, d'avril 1990 à août 2001, pris part à des crimes graves ayant causé la mort d'un grand nombre de civils. L'Office fédéral de la justice (OFJ) a autorisé son extradition vers la Turquie, décision qui a été confirmée par le Tribunal fédéral. Le 14 novembre 2006, l'Office fédéral des migrations (ODM) a donc ordonné son renvoi. Cependant, le 22 juin 2007, le Tribunal administratif fédéral a approuvé le recours du Kurde contre cette décision, renvoyant la procédure à l'ODM pour un nouvel examen.

L'un des hommes concernés est un cadre du comité central du PKK.

Le 23 janvier 2007, le Tribunal fédéral a également décidé de ne pas extrader en Turquie un autre ressortissant kurde. Ce dernier faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international de la part de la Turquie pour son implication, en 1996, dans une fusillade avec la police, ainsi que pour des actes de brigandage. Depuis 1996, il vivait en Suisse comme requérant d'asile et avait bénéficié d'une admission provisoire en 1999. Au cours des années suivantes, cet homme a participé à des activités d'extrême gauche et a commis une série d'infractions. Les milieux d'extrême gauche ont fêté sa libération comme une victoire pour leur mouvement; au printemps 2006, les militants avaient mené plus d'une centaine d'actions de solidarité en sa faveur.

L'APPRECIATION

Situation en Turquie déterminante pour la Suisse

La situation en Suisse dépend toujours des événements en Turquie et de l'attitude de l'armée turque envers les combattants du PKK dans le nord de l'Irak. En Suisse, il n'y a pas eu pour l'instant d'actions ciblées ni d'affrontements violents entre les différents groupes ethniques. Par contre, les attaques contre des institutions turques par des jeunes

En Suisse, il n'y a pas eu pour l'instant d'actions ciblées ni d'affrontements violents entre les différents groupes ethniques.

Kurdes ont augmenté. Il est également possible que les collectes de fonds menées par des représentants turcs et kurdes donnent lieu à des démêlés violents entre les deux groupes.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Potentiel de violence en Suisse

Il est possible que des campagnes de collecte de fonds soient organisées au sein de la diaspora kurde. Les groupes kurdes qui comptent une majorité de membres très jeunes ont tendance à recourir à des moyens plus agressifs lorsqu'il s'agit d'attirer l'attention du public sur la situation en Turquie. Le potentiel de mobilisation et de violence des groupements turcs et kurdes est toujours bien réel en Suisse, même s'il s'est rarement manifesté au cours des dernières années.

Les groupes kurdes qui comptent une majorité de membres très jeunes ont tendance à recourir à des moyens de plus en plus agressifs.

Manifestation contre l'intervention militaire de la Turquie dans le nord de l'Irak et en faveur du PKK. Le 13 octobre 2007, environ 400 personnes ont manifesté à Bâle.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

4.5. Extrémisme violent tamoul

LA SITUATION

Détérioration de la situation au Sri Lanka

Au Sri Lanka, le processus de paix est resté bloqué pendant toute l'année 2007. Le 2 janvier 2008, le gouvernement sri-lankais a définitivement annulé le cessez-le-feu qu'il avait conclu avec les LTTE en 2002. Au printemps 2007, l'armée sri-lankaise a chassé les LTTE de la partie Est de l'île. Durant le deuxième semestre, l'armée a ciblé ses attaques sur les régions contrôlées par les LTTE au nord du pays. En novembre, au cours d'une attaque aérienne, elle a tué Suppayya Paramu Thamilchelvan, le chef politique des LTTE. D'autres dirigeants du parti ont été tués lors de combats contre l'armée sri-lankaise.

Réactions de la communauté internationale

En Inde, aux Etats-Unis, au Canada et dans l'Union européenne, les LTTE sont considérés comme une organisation terroriste. Quant à l'Australie, elle a également annoncé en 2007 sa volonté de placer les LTTE sur sa liste des organisations terroristes. En France, au printemps 2007, plusieurs personnages haut placés du mouvement terroriste ont été arrêtés et la chaîne de télévision des LTTE, Tamil Television Network, a été interdite. Une enquête menée à l'étranger a montré que des sympathisants des LTTE du pays en question entretenaient des contacts avec des membres et des dirigeants du mouvement vivant en Suisse.

Les LTTE placés sur la liste des organisations terroristes en Inde, aux Etats-Unis, au Canada et dans l'UE.

A la mi-novembre 2007, les Etats-Unis ont accusé l'association caritative Tamils Rehabilitation Organisation (TRO), qui possède des contacts dans le monde entier, de mener des activités de collecte de fonds en faveur des LTTE; les avoirs de la TRO ont été gelés avec effet immédiat.

Manifestation des LTTE à Genève. Lors de la manifestation du 11 juin 2007, les participants ont brandi, entre autres, le drapeau des LTTE.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

Situation en Suisse

La communauté tamoule en Suisse est l'une des plus grandes en dehors du Sri Lanka. Les tensions au Sri Lanka ont donné lieu à de nombreuses manifestations de la part de Tamouls en Suisse, comme celle organisée en juin devant le siège de l'ONU à Genève, où près de 10 000 Tamouls ont tenté d'attirer l'attention du public sur la situation humanitaire dans leur pays d'origine et ont manifesté pour le droit à l'autodétermination. Les LTTE, qui avaient fourni des drapeaux et du matériel de propagande, apparaissaient clairement comme les organisateurs de cet événement.

Les LTTE sont clairement apparus comme les organisateurs de plusieurs manifestations.

Comme au cours des années précédentes, les LTTE ont organisé en 2007 des collectes de fonds parmi les Tamouls vivant en Suisse. Ils ont cependant procédé de manière plus professionnelle qu'auparavant, allant jusqu'à user de violence dans des cas isolés. Ils ont fait passer ces paiements pour des prix d'entrée à des fêtes, des événements sportifs ou culturels, ou pour des fonds servant à l'achat de cartes téléphoniques. Certains éléments indiquent qu'une partie des fonds a été obtenue en usant de menaces contre les victimes elles-mêmes ou contre leur famille vivant au Sri Lanka. Il est très difficile de distinguer au cas par cas les donateurs bénévoles de ceux qui ont fait l'objet de manœuvres d'intimidation ou de racket. Par ailleurs, on ne sait toujours pas si l'argent récolté sert au financement des infrastructures militaires ou des combats. Des recherches ont également montré que la Suisse avait servi de plate-forme pour le transfert de fonds depuis l'étranger.

Collectes de fonds parmi les Tamouls vivant en Suisse.

A Zurich, pendant les festivités du 1er Mai, une échauffourée a éclaté entre des membres de deux groupes rivaux, les LTTE et la PLOTE. Les deux chefs de ces organisations au niveau suisse étaient personnellement impliqués. L'affrontement a fait des blessés et plusieurs personnes ont été arrêtées.

L'APPRECIATION

Les LTTE sous pression

Face aux victoires de l'armée sri-lankaise et à la répression croissante dont ils font l'objet à l'étranger, les LTTE se retrouvent sous pression, ce qui ne les empêche pas de garder un haut degré d'organisation, aussi bien dans leur pays qu'à l'étranger. En Suisse, les événements organisés par les groupements proches des LTTE ont lieu régulièrement et connaissent une fréquentation élevée, ce qui montre l'attachement d'une partie de la diaspora tamoule à l'organisation.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Activités de propagande persistantes

La nouvelle flambée de violence qui s'étend au Sri Lanka n'a pas provoqué une augmentation notable de la violence au sein de la communauté tamoule en Suisse, et une telle augmentation n'est pas à prévoir actuellement. Par contre, la politique du gouvernement envers les LTTE au Sri Lanka pourrait pousser un nombre croissant de cadres de cette organisation à se rendre en Suisse afin d'utiliser notre pays comme plate-forme internationale pour leur propagande et leurs activités de collecte de fonds. Etant donné que les organisations proches des LTTE continuent à organiser ouvertement des événements en Suisse, il est possible que de plus en plus de sympathisants viennent des pays voisins pour y participer.

Pas d'augmentation notable de la violence au sein de la communauté tamoule en Suisse.

4.6. Financement du terrorisme et de l'extrémisme

LA SITUATION

Situation en Europe

Malgré les immenses efforts consentis par la communauté internationale depuis le 11 septembre 2001 dans la lutte contre le financement du terrorisme, les réseaux terroristes disposent toujours de ressources financières suffisantes. L'Europe reste une source importante du financement du terrorisme islamiste, et ce aussi bien pour l'obtention des fonds que pour l'utilisation de son infrastructure financière. Ce constat est valable particulièrement pour les groupements d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et du Moyen-Orient, ainsi que pour des organisations comme les LTTE ou le PKK.

L'Europe reste une source importante du financement du terrorisme islamiste.

La Suisse est également concernée par ce phénomène, bien qu'indirectement. L'un de ces cas est celui d'un Irakien, qui a vécu pendant de longues années en Suisse et qui a été condamné en Allemagne à une peine de prison de deux ans et six mois pour avoir soutenu le groupe terroriste irakien Ansar al-Islam. Un individu lui avait remis, à Stuttgart, la somme de 12 500 euros, avec pour mission de la faire parvenir à Ansar al-Islam. On a pu prouver qu'au moins 8000 euros étaient allés à des organisations terroristes en Irak. L'Irakien a transféré l'argent conformément à sa mission à l'occasion d'un séjour en Suisse. Il a été arrêté à Francfort, alors qu'il tentait de se rendre en Irak. Le conflit en Irak constitue une motivation pour un grand nombre des cellules de soutien actives en Europe.

Condamnation d'un Irakien pour avoir soutenu le groupe terroriste irakien Ansar al-Islam.

Financement sous couvert d'organisations humanitaires

Certaines organisations humanitaires basées en Europe sont toujours considérées comme l'une des sources de fonds les plus importantes pour le financement des infrastructures de grandes organisations terroristes. Officiellement, ces prétendues organisations caritatives collectent des fonds pour des causes d'utilité publique; de fait, cet argent est envoyé dans les zones de conflit pour être utilisé abusivement. Dans ces cas, il est quasiment impossible de prouver que cet argent a été utilisé pour financer une infrastructure ou des actes terroristes, ou que les responsables de l'organisation en question ont agi dans le but de financer un acte criminel. C'est ainsi qu'un procès (dont le jugement a fait jurisprudence) mené aux Etats-Unis contre l'organisation Holy Land Foundation soupçonnée de soutenir le Hamas n'a pas abouti parce ni les liens avec le Hamas, ni les intentions criminelles des responsables n'avaient pu être prouvés. En revanche, les Etats-Unis et plusieurs pays européens ont déjà interdit de telles organisations humanitaires par le biais de procédures administratives, ou même bloqué leurs avoirs. D'autres activités des organisations concernées ont pu être en grande partie empêchées par ce moyen.

Utilisation d'organisations humanitaires basées en Europe comme source de fonds pour le financement de grandes organisations terroristes.

Financement autonome de cellules terroristes

Les cellules terroristes qui prévoient des attentats en Europe ont pour la plupart un financement autonome, c'est-à-dire qu'elles ne dépendent pas d'apports financiers de l'extérieur. Ce phénomène est à la fois une conséquence des mesures mises en place par les autorités pour lutter contre le financement du terrorisme et une réaction à celles-ci. Ces mesures limitent considérablement les possibilités d'utilisation des systèmes financiers légaux pour les réseaux terroristes. Pour l'heure, on n'a pas encore constaté la présence de cellules possédant un financement autonome en Suisse.

L'APPRECIATION

Portée limitée des contre-mesures

En pratique, on constate qu'il est souvent très difficile de faire aboutir les enquêtes sur le financement du terrorisme, et ce particulièrement parce qu'il est quasiment impossible de savoir à quelles fins ces moyens – obtenus de manière

légale ou illégale – sont utilisés dans les pays destinataires. Des résultats ne pourront être obtenus que par une coopération internationale renforcée, mais cela dépend également des pays impliqués. Par ailleurs, le dispositif légal en place actuellement ne facilite pas les choses. L'art. 260quinquies CP (financement du terrorisme) ne s'applique que de manière subsidiaire et exige la preuve que l'accusé a agi en connaissance de cause. La preuve que des fonds ont été transférés à une organisation terroriste ne suffit pas à elle seule.

En outre, on observe toujours que les contre-mesures mises en place dans le cadre du système financier légal n'obtiennent pas des effets concluants; d'une part, parce que certains transferts issus de sources légales ne peuvent pas être reconnus comme illégaux, d'autre part parce qu'il existe des canaux informels permettant de transférer de l'argent.

Les contre-mesures mises en place dans le cadre du système financier légal n'obtiennent pas des effets concluants.

Pour l'instant, la stratégie consistant à combattre le terrorisme islamiste par le biais des flux financiers n'a pas encore obtenu les résultats escomptés.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Les acteurs criminels gardent un rôle prépondérant

Au vu de l'évolution générale de la menace terroriste en Europe, on peut partir du principe que le financement des cellules terroristes est essentiellement autonome. Les activités criminelles peuvent constituer une part importante de ce financement. Il s'agit selon toute probabilité de petites sommes, difficiles à déceler pour les autorités. Vraisemblablement, les terroristes ont fréquemment recours à des moyens de transfert informels comme l'emploi de coursiers.

Les activités criminelles peuvent constituer une part importante du financement de groupes autonomes.

5. Service de renseignements prohibé

LA SITUATION

Espionnage politique et militaire

Les services de renseignements de divers Etats occidentaux ont constaté une augmentation de l'espionnage. Les grands Etats principalement ont continué à renforcer leurs activités de renseignement. Ils ont collecté des informations d'une part au moyen des méthodes de renseignement traditionnelles, à savoir en utilisant des sources humaines, d'autre part en se servant des moyens électroniques les plus développés. Ils ont mené des activités de propagande politique et ont usé de leur influence politique.

Augmentation des activités de renseignement, surtout chez les grands Etats.

En Autriche, un ressortissant russe et un ressortissant autrichien ont été arrêtés pour espionnage. Le Russe avait reçu de l'Autrichien des données sensibles relatives à un important projet d'armement européen. En Espagne, un collaborateur du service de renseignements espagnol a été arrêté pour avoir transmis des informations secrètes à la Russie. Durant des années, celui-ci avait, contre rémunération, divulgué des informations secrètes, concernant notamment l'identité d'agents secrets. Il avait lui-même proposé de collaborer avec le service de renseignements étranger.

Espionnage économique

Le 12 juin 2007, le Tribunal pénal fédéral a prononcé plusieurs jugements pour service de renseignements économiques prohibé, concurrence déloyale et violation du secret de fabrication. Trois personnes ont été condamnées à des peines pécuniaires et une personne a été acquittée. L'accusé principal était un ancien employé d'une entreprise suisse de technologie de pointe, devenu conseiller d'une entreprise concurrente tchèque. Il avait demandé à ses anciens collègues – également accusés – de lui fournir des bases de calcul et des données sur la production, qu'il avait obtenues.

Jugements pour service de renseignements économiques prohibé, concurrence déloyale et violation du secret de fabrication.

En 2007, un inconnu a téléphoné à des collaborateurs d'une entreprise suisse de technologie de pointe et a tenté, de façon détournée, d'obtenir des renseignements. Il a réussi à obtenir des personnes contactées qu'elles lui fassent parvenir des documents internes par fax à l'étranger. La discussion a brusquement pris fin lorsqu'un collaborateur lui a demandé un numéro de téléphone afin de pouvoir le rappeler.

Une entreprise suisse a été approchée à plusieurs reprises par des représentants officiels de différents Etats. Un Etat a encouragé l'entreprise à collaborer, dans le but d'accéder à son savoir-faire. Après renseignements pris auprès de fedpol (SAP), les contacts ont été rompus. Par ailleurs, un représentant d'un autre pays justifiant du statut diplomatique a tenté de créer des liens d'amitié à titre privé. Il s'est ensuite obstiné pour que l'entreprise en question s'associe à une autre entreprise sise dans le pays d'origine. Ce lien visait également à s'approprier du savoir-faire.

Toujours plus d'entreprises, notamment celles de taille moyenne et issues du secteur de l'industrie, sont confrontées à l'espionnage industriel. Les entreprises privées sont surtout menacées lorsqu'elles disposent d'un savoir-faire plus important que la concurrence ou qu'elles entretiennent des liens d'affaires dans des régions économiquement peu développées ou dans lesquelles la propriété intellectuelle n'est pas suffisamment protégée.

Toujours plus d'entreprises sont confrontées à l'espionnage industriel.

Attaques électroniques

Divers Etats occidentaux ont été la cible d'attaques électroniques liées à l'espionnage. Les auteurs de ces attaques ont surtout tenté de s'introduire dans les réseaux de l'Etat, d'entreprises d'armement ou de sociétés en charge de mandats étatiques. En Suisse, plusieurs entreprises d'armement ainsi que l'administration fédérale ont été attaquées, mais en vain. Selon des services de renseignements occidentaux, ces attaques seraient le fait d'acteurs étatiques mais, pour des raisons techniques, il n'a pas été possible de définir cela avec certitude.

Divers Etats occidentaux ont été la cible d'attaques électroniques liées à l'espionnage.

Plusieurs Etats, dont l'Estonie, ont été visés pas des attaques électroniques ciblées, organisées à des fins politiques. Les auteurs de ces attaques ont défiguré des sites Internet étatiques, leur ont attribué des slogans politiques et ont tenté de les paralyser. L'identité des auteurs est difficile à établir. Il est également possible que des acteurs étatiques aient été impliqués. Les indices en faveur de cette hypothèse ne sont cependant pas aussi clairs que dans les cas d'espionnage susmentionnés.

Du point de vue technique, on constate que les e-mails envoyés par les auteurs des attaques contenaient des maliciels ou un lien permettant d'accéder à un site Internet qui générait des maliciels. Les e-mails étaient adaptés, tant du point de vue de la langue que du contenu, à l'environnement professionnel du destinataire. Souvent, les documents utilisés pour l'attaque étaient des documents Microsoft-Office ou des fichiers PDF. Certaines attaques ont également été possibles en raison de failles de sécurité alors inconnues.

Certaines attaques ont également été possibles en raison de failles de sécurité alors inconnues.

Observation de mouvements d'opposition

En 2007, on a une nouvelle fois constaté que des ressortissants et des fonctionnaires étrangers accrédités en Suisse observaient les opposants de leur propre pays lors de manifestations. Selon l'ampleur du phénomène et les moyens utilisés, de telles activités peuvent remplir l'élément constitutif de l'infraction de service de renseignements politiques prohibé. Des représentants de certains Etats ont par ailleurs encouragé les autorités suisses à interdire de telles manifestations.

L'APPRECIATION

Espionnage politique et militaire

De nombreuses institutions internationales ont leur siège en Suisse, la plupart à Genève. Par cet état de fait et par sa situation centrale en Europe, la Suisse est devenue un objectif intéressant pour les services de renseignements étrangers. Traditionnellement, ces derniers s'intéressent à la manière dont les décisions politiques sont prises par les instances internationales. Ils tentent de sonder, dès le départ, les objectifs et les intentions des Etats membres des organisations internationales. Ces informations permettent à leur Etat de défendre sa position et de la présenter sous un angle favorable.

A cause de ses nombreuses institutions internationales, la Suisse est un objectif intéressant pour les services de renseignements étrangers.

Espionnage économique

En tant que siège de nombreux instituts de recherche et entreprises dans le domaine de la technologie de pointe, la Suisse demeure une cible intéressante pour les Etats qui cherchent à obtenir un tel savoir-faire avec l'aide de services de renseignements. L'obtention d'informations par ce biais cause à la Suisse en tant qu'Etat et aux entreprises suisses des dommages économiques. Souvent, les produits imités sont fabriqués dans des pays qui se sont approprié le savoir-faire par le biais des services de renseignements et qui pratiquent de bas salaires, déstabilisant ainsi la position de la Suisse sur le marché. Le savoir-faire peut aussi être utilisé à des fins militaires et les activités relevant du service de renseignements prohibé et de l'espionnage économique peuvent aussi avoir une incidence sur la prolifération.

L'espionnage économique peut aussi avoir une incidence sur la prolifération.

Observation de mouvements d'opposition

Les réfugiés présents en Suisse s'organisent souvent et tentent d'attirer l'attention sur leurs intérêts politiques et la situation dans leur pays d'origine. Les autorités suisses tolèrent les activités telles que des manifestations au nom de la liberté d'expression et dans les limites du cadre légal. Les services de renseignements étrangers s'intéressent depuis toujours aux activités politiques de leurs compatriotes. Ils bénéficient d'ailleurs souvent de la protection offerte par l'immunité diplomatique pour pratiquer leurs activités d'observation.

L'EVOLUTION POSSIBLE

La Suisse dans la ligne de mire de services de renseignements étrangers

Au vu de l'intensification de la concurrence économique au niveau mondial, les services de renseignements continueront à mener, en Suisse, des activités dans le but d'obtenir des informations dans les domaines des sciences, de la recherche et de l'économie, notamment en ce qui concerne les technologies. Leur intérêt à espionner les émigrés de leur pays augmentera en cas de crise politique et de conflits armés, d'autant plus si ces

Augmentation en Suisse des activités de renseignement dans le domaine des sciences, de la recherche et de l'économie.

facteurs provoquent des mouvements de fuite et de protestation. Enfin, les institutions internationales tentent de renforcer leur influence, c'est pourquoi les activités traditionnelles menées par les services de renseignements étrangers sur le plan international augmenteront également en Suisse. ■

6. Prolifération

LA SITUATION

Désarmement au niveau international

Les efforts consentis au niveau international pour lutter contre les armes biologiques et chimiques se sont avérés payants en 2007. En avril, l'UE a décidé de renforcer son soutien à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). En août, l'ONU a annoncé la mise en place d'une nouvelle structure permanente qui doit soutenir les efforts visant la mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques. Dans le domaine du nucléaire et du désarmement en général, la conférence de l'ONU sur l'examen du traité de non-prolifération des armes nucléaires n'a pas atteint son objectif et la Conférence sur le désarmement, qui se tient chaque année, s'est achevée en septembre sans résultats.

Application des sanctions envers l'Iran

Le 23 décembre 2006 et le 24 mars 2007, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de sanctionner l'Iran, ce dernier ayant refusé d'interrompre ses activités d'enrichissement d'uranium. La Suisse a mis en œuvre ces sanctions en adoptant l'ordonnance du 14 février 2007 instituant des mesures à l'encontre de la République islamique d'Iran.

Ordonnance du 14 février 2007 instituant des mesures à l'encontre de la République islamique d'Iran.

Un rapport des services de renseignements américains publié en décembre conclut que l'Iran a suspendu son programme d'armement nucléaire en automne 2003. Le rapport affirme également que l'Iran dispose des capacités nécessaires à la fabrication d'une arme atomique. En novembre 2007, le président iranien a lui-même déclaré que son pays disposait de plus de 3000 centrifugeuses en état de fonctionner. Il est donc théoriquement possible de produire, en six à douze mois, la quantité d'uranium enrichi nécessaire pour fabriquer une bombe atomique.

La Corée du Nord sur la voie de la normalité

La situation relative à la Corée du Nord s'est détendue depuis le début de 2007. En février, la Corée du Nord s'est engagée, après de nouvelles discussions menées dans le cadre des négociations ouvertes en 2003, à débuter le démantèlement de ses installations atomiques, notamment de son réacteur principal, en échange d'une aide énergétique. Le démantèlement des installations atomiques nord-coréennes qui ont un potentiel militaire aurait théoriquement dû être achevé à la fin de 2007.

Pakistan

Le Pakistan fait partie des puissances nucléaires qui n'ont pas signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires. Comme c'est le cas depuis quelques années, le Pakistan a testé à plusieurs reprises différents types de missiles. L'instabilité politique qui demeure dans ce pays est un problème pour la communauté internationale. Si le régime venait à changer, l'arsenal atomique pourrait passer en des mains hostiles envers l'Occident. Le 14 novembre 2007, la Suisse a décidé de suspendre provisoirement la totalité de ses exportations d'armes en direction du Pakistan.

Suspension provisoire de toutes les exportations d'armes de la Suisse en direction du Pakistan.

Menace émanant du terrorisme utilisant des moyens non conventionnels

En juillet 2007, une convention de l'ONU en matière de terrorisme nucléaire est entrée en vigueur. Elle vise à améliorer la protection des matières et des installations nucléaires, de la navigation maritime et des plates-formes fixes contre les actes terroristes. Elle garantit que les auteurs de tels crimes seront traduits en justice et encourage la coopération internationale entre les Etats signataires.

Il est de plus en plus souvent fait état de la menace d'utiliser des bombes sales. Une bombe sale diffuse du matériel radioactif au moyen d'un explosif conventionnel. Jusqu'à présent, aucun attentat de ce type n'a été commis. En 2007, plusieurs pays ont fait des exercices visant à simuler la réaction à des attaques commises avec des armes non conventionnelles. En Suisse, un plan d'action a été étudié, puis approuvé par tous les organes fédéraux concernés.

Jusqu'à présent, aucun attentat de ce type n'a été commis.

Depuis janvier, plusieurs attentats au chlore ont été perpétrés en Irak. Des centaines de personnes ont présenté des symptômes tels que des irritations de la peau, des lésions aux poumons ou

des nausées après avoir été exposées au gaz. Des blessures mortelles n'ont cependant été provoquées que par l'explosion elle-même.

Procédure pénale en Suisse

En 2007, plusieurs enquêtes pénales ont été poursuivies pour soupçons de violation de la loi sur le contrôle des biens (LCB), par exemple la procédure ouverte en automne 2004 contre l'antenne suisse du réseau de transfert de technologie nucléaire illégal d'Abdul Qadeer Khan. Deux personnes ont été placées en détention préventive; pour l'une d'entre elles, la détention dure depuis plus de trois ans.

Antenne suisse du réseau de transfert de technologie nucléaire illégal d'Abdul Qadeer Khan.

En novembre 2007, un entrepreneur suisse a été placé en détention préventive pendant deux semaines pour risque de collusion. Faisant l'objet d'une procédure pénale ouverte en automne 2005, il est soupçonné d'avoir livré ou tenté de livrer des biens à des destinataires au Moyen-Orient engagés en faveur d'un programme national de missiles.

Une troisième procédure, ouverte en automne 2006 et visant une entreprise suisse soupçonnée d'avoir violé des dispositions de la LCB, a été transmise à l'Office des juges d'instruction fédéraux en août 2007. L'entreprise est soupçonnée d'avoir exporté des biens d'une façon peu claire en direction d'un Etat du Moyen-Orient en passant par la Malaisie et Hongkong.

En 2006, le Ministère public allemand a déposé une demande d'entraide judiciaire auprès de la Suisse pour infractions à la loi allemande sur le commerce extérieur. La poursuite porte ici sur des biens à double usage, c'est-à-dire des biens utilisés tant à des fins civiles que militaires, qui ont été livrés durant plusieurs années à un destinataire au Moyen-Orient. Depuis, le cas a donné lieu à de nouvelles demandes de l'Allemagne et à des enquêtes en Suisse. Au milieu de l'année 2007, les autorités allemandes ont déposé une autre demande d'entraide judiciaire, en raison de délits similaires. Il s'agit dans ce cas de matériel qui aurait été livré dans un pays du Moyen-Orient, mais sous le nom d'un autre Etat destinataire. Fin novembre, les enquêtes menées par les autorités allemandes ont conduit à l'arrestation du suspect principal en Allemagne.

Demandes d'entraide judiciaire pour infractions à la loi allemande sur le commerce extérieur.

L'APPRECIATION

Risque d'abus lié à l'utilisation d'énergie atomique à des fins civiles

En 2007, des Etats comme la Birmanie, la Libye, la Jordanie ou l'Egypte ont pris des engagements pour développer, sur leur territoire, des programmes atomiques à des fins civiles. En novembre, le Niger a attribué à une société asiatique des droits d'exploitation de l'uranium. Alors que de plus en plus de pays s'intéressent à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins civiles, le risque d'abus lié à une utilisation militaire devient inquiétant. L'échec des conférences internationales sur l'examen du traité de non-prolifération des armes nucléaires ou de celles sur le désarmement, qui auraient dû servir d'exemples, donne lieu à toutes les inquiétudes. Le traité de non-prolifération des armes nucléaires ne semble pas pouvoir être adapté si facilement. Ce nouveau défi subsiste donc. L'exemple de la Corée du Nord, qui se rapproche d'une solution, montre qu'une solution recherchée par la négociation garantit le respect des intérêts de toutes les parties impliquées. L'espoir de pouvoir régler le dossier de l'Iran par la voie diplomatique reste intact et la Suisse pourrait continuer d'y jouer un rôle.

Terrorisme nucléaire – la menace la plus importante?

Pour autant qu'ils puissent être considérés comme les premiers attentats non conventionnels, les attentats au chlore commis en Irak n'ont pas eu l'effet psychologique escompté par les terroristes. A l'inverse, l'efficacité prouvée d'attentats conventionnels, peu coûteux et réalisables rapidement, a montré que l'utilisation de moyens alternatifs qui causent la mort, qui intimident la population ou limitent la capacité d'action de services publics n'est pas indispensable du point de vue des terroristes. En même temps, des spécialistes et des politiciens affirment régulièrement que le terrorisme commis au moyen d'armes nucléaires constitue l'une des menaces les plus importantes.

Efficacité prouvée d'attentats conventionnels, peu coûteux et réalisables rapidement.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles

Alors que le dossier de l'Iran n'a, comme durant les années précédentes, pas pu être clos en 2007, le risque est grand de voir aussi d'autres pays s'intéresser au développement de programmes atomiques déclarés civils. La maîtrise du cycle complet de l'enrichissement de l'uranium permet également de fabriquer la bombe atomique. L'intérêt de certains pays pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles relève de la compétence de l'AIEA et exige le respect du traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Incertitude dans la lutte contre le terrorisme non conventionnel

Au cours de 2007, toute une série de manifestations et d'actions ont mis en évidence la menace qui émane d'une forme de terrorisme qui utilise des moyens non conventionnels. A noter par exemple la Conférence régionale africaine sur l'énergie nucléaire, le WEF, le développement de l'Initiative mondiale pour combattre le terrorisme nucléaire, le groupe de travail d'Interpol en matière de prévention du bioterrorisme, le livre vert de l'UE sur la préparation à la menace biologique ou le programme de contre-prolifération d'Europol. Tous les acteurs de ces événements sont tombés d'accord sur le fait que les mesures de prévention et de lutte devaient être renforcées. Même si la Suisse ne devrait pas être visée par un attentat, les autorités compétentes suivent l'évolution de la situation avec attention.

En Suisse, les autorités compétentes suivent l'évolution de la situation avec attention.

7. Autres volets de la sécurité intérieure

7.1.	Vol de métaux non ferreux	58
7.2.	Pornographie enfantine	58
7.3.	Cybercriminalité et sécurité de l'information	61
7.4.	Hooliganisme	63

7.1. Vol de métaux non ferreux

LA SITUATION

Vol à grande échelle

Depuis un certain temps, les vols de métaux non ferreux à grande échelle ne cessent de se multiplier dans beaucoup de cantons. La situation ne s'est guère améliorée durant l'année 2007, au contraire. Le prix des métaux non ferreux est demeuré élevé, de même que la demande, surtout dans les pays asiatiques.

La communication et la coordination entre les autorités cantonales de poursuite pénale et entre les forces de l'ordre et les entreprises de recyclage fonctionnent bien. Selon les informations fournies par les cantons, certaines enquêtes ont déjà donné des résultats positifs. L'Association suisse de recyclage du fer et du métal (VSMR) met un système d'alerte à la disposition de ses membres sur Internet pour les avis de vol. En effet, il arrive que le produit des vols soit revendu à des entreprises de recyclage. Le système est également à la disposition des forces de l'ordre.

Un certain nombre d'enquêtes ont déjà donné des résultats positifs.

L'APPRÉCIATION

Bandes organisées

Dans le domaine des vols de métaux non ferreux, plusieurs bandes à l'origine de ces vols ont été identifiées et arrêtées. Certains éléments indiquent qu'outre les personnes agissant seules, deux groupements distincts œuvrent de manière plus ou moins organisée. Il s'agit d'une part de voleurs issus des minorités ethniques itinérantes. Les voleurs ont un domicile fixe en Suisse et sont souvent de nationalité suisse. Depuis longtemps, ces groupements sont actifs en toute légalité dans le domaine de la ferraille et disposent de l'infrastructure nécessaire. Manifestement, certains de leurs membres se sont tournés vers la branche du commerce illégal de métal. Il est actuellement impossible de dire dans quelle mesure ils appartiennent à une structure criminelle plus large. D'autre part, il s'agit de requérants d'asile, en majorité originaires de Serbie ou du Monténégro. Un grand nombre des personnes arrêtées font partie des mêmes familles et se connaissent, mais sont abritées dans différents centres d'hébergement pour requérants d'asile. Là aussi, il n'est pas prouvé que les auteurs de ces vols fassent partie d'un réseau international.

Outre les personnes agissant seules, on distingue deux groupes distincts de voleurs.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Prix des métaux

L'évolution du prix des vieux métaux aura un impact déterminant sur les vols à grande échelle de métaux en Suisse et en Europe. Par ailleurs, de plus amples informations sur les auteurs des vols permettront peut-être de mettre au jour les éventuels réseaux internationaux servant d'intermédiaires pour la revente, à l'étranger, des métaux volés.

7.2. Pornographie enfantine

LA SITUATION

Forum d'échanges russe sur Internet

En 2006, les enquêtes de la police nationale néerlandaise avaient déjà permis de repérer plus de 3000 utilisateurs qui avaient accédé à du matériel de pornographie enfantine par l'intermédiaire d'un forum d'échanges russe sur Internet. Les Pays-Bas avaient transmis via Europol et Interpol les adresses IP de personnes d'autres pays aux autorités de poursuites pénales compétentes, dont

41 individus et trois institutions identifiés comme suspects en Suisse.

un peu moins de 70 adresses à la Suisse. Après examen détaillé par fedpol (PJF), 41 personnes et trois institutions ont été identifiées comme suspectes et les dossiers ont été transmis aux autorités cantonales de poursuite pénale. Celles-ci ont effectué des perquisitions au début de l'année 2007. Lors de la clôture de la rédaction du présent rapport, certaines de ces procédures judiciaires étaient encore en cours.

Forums de discussion sur Internet

A la mi-juin 2006 déjà, l'Office fédéral allemand de la police judiciaire (Bundeskriminalamt, BKA) avait informé plusieurs pays de l'existence d'une plateforme Internet publique, qui abriterait des forums de discussion et diffuserait entre autres du matériel de pornographie enfantine. Près de 240 000 utilisateurs avaient manifestement téléchargé du matériel illégal. En Suisse, 22 autorités municipales et cantonales de poursuite pénale ont ouvert des enquêtes contre 124 personnes au printemps 2007.

Enquêtes contre 124 personnes en Suisse.

Mémoire du disque dur

En 2006, selon les informations du BKA de Wiesbaden, plus de 40 000 utilisateurs de 99 pays auraient téléchargé à partir de la mémoire gratuite d'un disque dur des données vidéo contenant du matériel de pornographie enfantine. En Suisse, 130 personnes et dix institutions et entreprises ont été identifiées dans plus de 20 cantons. Les opérations de police en Suisse ont eu lieu en mai 2007.

130 personnes et dix institutions et entreprises identifiées en Suisse.

Site Internet américain payant

Des données fournies par le Département américain de la sécurité intérieure et le Service américain des douanes et de l'immigration ont permis d'ouvrir des enquêtes sur près de 1500 personnes dans le monde entier. Les autorités suisses de poursuite pénale ont reçu des informations sur les cartes de crédit de 20 personnes, originaires de dix cantons. Ces personnes étaient les clients payants d'un site Internet américain qui leur fournissait par abonnement du matériel de pornographie enfantine.

En Suisse, les autorités de poursuite pénale ont reçu des informations sur les cartes de crédit de 20 personnes.

Page d'accueil d'un site de modelling. La page Internet ci-contre a été retirée de la Toile.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

Saisie d'un ordinateur portable

Au printemps 2006, les autorités britanniques ont saisi un ordinateur portable contenant des données sur des personnes qui avaient acquis des fichiers de pornographie enfantine au moyen de paiements par carte de crédit. Les données rassemblées par les Britanniques contenaient 62 liens avec la Suisse répartis sur 19 cantons. Les autorités de poursuite pénale compétentes ont lancé les enquêtes au second semestre de l'année 2007.

62 liens avec la Suisse.

Opération «Koala»

En septembre 2007, dix cantons ont participé à l'opération policière «Koala», dirigée contre 19 personnes. Ces personnes sont soupçonnées d'avoir acheté du matériel de pornographie enfantine à un ressortissant italien. Le matériel était issu de productions privées élaborées en Belgique et en Ukraine.

Action policière coordonnée contre 19 personnes.

Les autorités australiennes de poursuite pénale sont à l'origine des premiers soupçons. Elles avaient en effet constaté qu'il s'agissait de fillettes belges, abusées devant la caméra. La police belge avait réussi à identifier les victimes ainsi que l'auteur de l'abus, le père de deux victimes. Elle avait pu remonter jusqu'à la source des images

pornographiques, un Italien qui produisait aussi lui-même des vidéos de pornographie enfantine ainsi que des sites de «modelling» avec des enfants originaires d'Europe de l'Est et les diffusait par l'intermédiaire d'un serveur américain.

Les clients avaient commandé le matériel illégal par courriel et l'avaient payé par divers canaux, dont Western Union ou Paypal. Plus de 50 000 adresses électroniques et informations relatives aux paiements ont été transmises aux autorités d'enquête de 41 pays. Europol a assuré la coordination de cette opération policière d'envergure mondiale.

L'APPRECIATION

La demande demeure élevée

Durant l'année 2007, un volume important de matériel de pédopornographie a été trouvé. L'analyse des données est longue et coûteuse et les autorités de poursuite pénale travaillent à la mise au point de nouveaux moyens techniques qui permettront d'affiner et d'accélérer les techniques d'analyse; une partie de ces moyens sont déjà en œuvre. L'augmentation des données provenant d'opérations internationales a également mis en évidence que jusqu'à 20 % des suspects étaient déjà connus, donc qu'il s'agit de récidivistes.

Les autorités de poursuite pénale travaillent à la mise au point de nouveaux moyens techniques.

Modes opératoires

Les modes opératoires des fournisseurs de pédopornographie observés durant l'année sous revue couvrent une large palette de modes de diffusion déjà connus. La vente sur Internet de pornographie impliquant des enfants se poursuit. Des fournisseurs criminels, pour la plupart pédosexuels, échangent du matériel pornographique impliquant des enfants sur des forums de discussion fermés ou bien des criminels vendent à titre individuel ce même matériel par des canaux privés. Régulièrement, une seule opération permet d'identifier des centaines voire des milliers de personnes à la recherche de matériel pornographique impliquant des enfants. Les informations dégagées à partir de l'opération «Koala» ont montré que la pornographie enfantine était financièrement très rentable.

Sites de «modelling»

L'opération «Koala» a permis par ailleurs de souligner un nouveau phénomène inquiétant: la demande de sites dits de modelling est forte. Dans de nombreux pays, ces sites sont légaux ou à la limite de la légalité. Souvent, ils servent d'appâts pour la diffusion d'images et de films présentant des abus manifestes. Ces offres ne peuvent avoir d'autre but que de satisfaire les besoins sexuels d'adultes attirés par les enfants. Même si ces sites ne sont pas touchés par les mesures de poursuite pénale, du point de vue de la protection des enfants ils ne peuvent être tolérés.

Dans de nombreux pays, ces sites sont légaux ou à la limite de la légalité.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Nécessité de la prévention et de la répression

La demande constante et l'offre de pornographie enfantine même par le biais de pages commerciales assez facilement accessibles soulignent la nécessité de poursuivre les efforts de prévention. Pour la troisième année de la campagne contre la pédocriminalité, la Prévention suisse de la criminalité a introduit des mesures ciblées sur les auteurs des infractions. Son but est de mettre sur pied une large offre de conseillers et de thérapeutes disposant d'une formation spécifique leur permettant d'aider les hommes désireux de se libérer de la compulsion les poussant à rechercher ces données illégales.

Par ailleurs, la lutte contre les offres de matériel pornographique mettant en scène des enfants nécessite des autorités de poursuite pénale efficaces et coordonnées au niveau international. Le développement des moyens techniques qui simplifient l'analyse des données saisies et la coordination avec les enquêtes menées dans d'autres pays et par d'autres institutions doit être poursuivi. Au cours de l'année sous revue, le délai de conservation limité à six mois des données accessoires concernant les accès à Internet a eu pour conséquence qu'il n'a plus été possible au-delà de ce terme d'attribuer certaines données à une personne.

Délai de conservation des données accessoires concernant les accès Internet limité à six mois.

7.3. Cybercriminalité et sécurité de l'information

LA SITUATION

Criminalité sur Internet

En comparaison avec les années précédentes, fedpol (SCOCI) a enregistré près de deux fois plus de communications (entre 900 et 1000 par mois). Cette augmentation s'explique certes par le degré de notoriété grandissant du SCOCI, mais aussi par la multiplication des communications en rapport avec la criminalité économique. Après la pornographie enfantine, ce domaine se trouve désormais en deuxième position du point de vue quantitatif.

Forte augmentation des communications en rapport avec la criminalité économique.

Des recherches actives ont été menées dans le domaine toujours actuel de la pornographie enfantine. Le monitoring a permis de révéler au cours de l'exercice sous revue 270 cas de soupçons, qui ont été transmis aux autorités cantonales. Dans plus de 90 % des cas, une perquisition a été effectuée et du matériel pornographique mettant en scène des enfants a été trouvé.

Forums de discussion

Les personnes qui recherchent des contacts personnels, intimes ou sexuels avec les enfants peuvent par exemple s'entretenir avec eux sur des forums de discussion («chat») ou en passant par des services de messagerie instantanée. Elles cherchent à créer une relation de confiance avec l'enfant, le questionnent sur son environnement personnel et demandent son numéro de téléphone portable ou son adresse électronique. Puis elles entrent directement en contact avec l'enfant ou tentent de convenir d'une rencontre réelle.

L'intérêt sexuel que portent certains usagers adultes du «chat» à des mineurs semble constant. Il ne s'agit pas toujours de planification de rencontres concrètes, mais aussi de harcèlement sexuel verbal massif sur le forum de discussion. Le travail de la police dans ce domaine est difficile et demande souvent l'intervention d'agents infiltrés. Du point de vue de la protection des enfants, il est nécessaire que la police puisse intervenir le plus tôt possible. Les conditions à remplir pour qu'il y ait mise en danger du développement de mineurs ou actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187 CP) ou tentative de ces deux infractions (art. 22 CP) sont restrictives.

Il est nécessaire pour la protection des enfants que la police puisse intervenir le plus tôt possible.

Phishing

En Suisse, les attaques classiques de phishing ont fortement diminué et les quelques tentatives enregistrées ont été sans conséquence. Les groupes criminels cherchent actuellement de nouvelles voies pour attaquer les systèmes d'e-banking. Ils insèrent dans les ordinateurs des clients des maliciels qui manipulent les transactions et peuvent les modifier de manière presque imperceptible. Ces attaques ont également visé avec succès des portails suisses d'e-banking. Les maliciels infectent les ordinateurs des clients par la pièce jointe à un courriel ou par un lien qui mène à un site web spécialement préparé. En Suisse, des courriels ont été envoyés avec falsification du nom de l'expéditeur et présentaient un lien concret avec la Suisse.

Par ailleurs, on note une augmentation du nombre des sites de phishing visant des prestataires financiers étrangers et enregistrés sous un nom de domaine suisse. Les domaines suisses semblent être particulièrement appréciés des escrocs car il est possible de les enregistrer assez facilement et sans contrôle.

Les domaines suisses semblent être particulièrement appréciés des escrocs.

L'APPRECIATION

Maliciels en kit

On constate une augmentation de l'offre de maliciels en kit faciles à utiliser et munis d'une interface graphique utilisateur. Cette offre permet à des personnes au fort potentiel criminel mais disposant de connaissances techniques restreintes d'œuvrer en tant que cybercriminels. Du fait de la demande émanant de ces personnes, le raffinement des méthodes mises au point ne cesse d'augmenter. Mais

Activités de cybercriminels à la portée de personnes disposant de connaissances techniques restreintes.

il est aussi la conséquence d'une plus grande sensibilisation de la population. Si un site simple de phishing permettait il y a deux ans encore aux escrocs de parvenir à leurs fins, aujourd'hui il leur faut des programmes compliqués. Par ailleurs, le développement de maliciels se professionnalisant, il est de plus en plus difficile même pour les experts en informatique de détecter les tentatives d'escroquerie.

Réseaux de zombie

Les réseaux de zombies sont des ordinateurs privés infectés par des maliciels et commandés à distance par des tiers à l'insu de leurs propriétaires. Ils demeurent un danger réel et sont à la base de nombreuses activités criminelles sur Internet, dont les attaques qui ont visé les prestataires financiers suisses durant l'année sous revue. Ces réseaux peuvent être adaptés aux besoins des auteurs des escroqueries et, du fait de l'amélioration des techniques, sont difficiles à identifier et à désamorcer.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Criminalité économique

Une augmentation de la criminalité économique a été observée en 2005 déjà. De 2003 à 2005, fedpol (SCOCI) a enregistré chaque année deux fois plus de cas, surtout des cas d'escroquerie. En 2006, la Suisse a été confrontée à une première vague de phishing, qui a décru en 2007. Il est probable que les cas de phishing augmenteront à nouveau en raison de l'évolution de la technique, à savoir la mise au point de programmes toujours plus raffinés et plus performants. Les techniques actuelles de blanchiment d'argent par contre sont encore simples, ce qui toutefois ne saurait durer.

Programmes toujours plus raffinés et puissants.

Infection par «drive-by download»

Le chemin le plus courant emprunté par les maliciels reste les annexes aux courriels ou les courriers offrant un lien vers un site web infecté. Afin d'accroître leur crédibilité, les courriels contiennent souvent des informations régionales. On observe une multiplication des voies d'infection permettant à ces maliciels de s'installer automatiquement sans que l'utilisateur ait agi. Ce genre d'infection est appelée infection par «drive-by download». Presque tous les programmes présentent des lacunes en matière de sécurité. L'opinion largement répandue selon laquelle ces infections ne se produisent que sur les sites de prestataires douteux est dépassée depuis longtemps. C'est pourquoi la possibilité d'une infection augmente même lorsque les règles usuelles de sécurité sont respectées.

Presque tous les programmes présentent des lacunes en matière de sécurité qui rendent possible une telle infection.

E-banking

A l'avenir, les attaques visant des systèmes d'e-banking à partir de maliciels, comme les escroqueries à la carte de crédit, occasionneront probablement des pertes durables pour le système bancaire. De nouvelles méthodes d'authentification mises au point par les banques peuvent permettre de contrer cette tendance. Il faut s'attendre à ce que les portails suisses d'e-banking soient aussi bientôt la cible d'infections par «drive by download».

7.4. Hooliganisme

LA SITUATION

Championnats nationaux

En 2007, les matches de l'équipe nationale de football se sont déroulés sans incidents notables. Par contre, qu'il s'agisse de football ou de hockey sur glace, les matches de championnats entre clubs ont été l'occasion d'affrontements violents et persistants. Au cours de la saison 2006/2007, les forces de police ont été mobilisées dans plus d'un quart des matches de football des deux ligues suisses supérieures. 90 % de ces interventions ont eu lieu dans le cadre de la Super League. 52 personnes ont été blessées dont neuf policiers; 99 personnes ont été interpellées. Dans le domaine du hockey sur glace, les forces de police sont intervenues, dans les plays-off des deux ligues supérieures, dans près d'un quart des matches. Dix personnes ont été blessées et deux interpellées.

Affrontements violents persistants à l'occasion de matches de championnats entre clubs de football ou de hockey.

C'est durant les trajets en direction des stades et surtout depuis les stades que les groupes de supporters se sont affrontés violemment. Les matches à risques monopolisent les forces de police à tous les niveaux. La stratégie des trois D (dialoguer, désamorcer et défendre) montre certes de bons résultats, mais demande un important déploiement de policiers. Il n'est pas rare que ces interventions coûtent plusieurs centaines de milliers de francs.

Ainsi, le 27 octobre 2007, à l'occasion du match entre le FC Lucerne et le FC St-Gall à Lucerne, de violents affrontements ont opposé la police et les supporters. La police a fait usage de lances à eau et de balles en caoutchouc, trois bus des transports publics lucernois ont été endommagés et des membres de la police ferroviaire ont été attaqués. D'autres affrontements entre les services de sécurité et quelques supporters de l'équipe visiteuse ont eu lieu le 28 octobre 2007 à Bâle, durant le match opposant le FC Bâle et le BSC Young Boys. Après le match, les supporters des deux équipes se sont livrés à une bataille rangée. La police a fait usage de balles en caoutchouc et a escorté, sous les jets de pierres, les supporters bernois jusqu'au train spécial.

Intervention policière contre les auteurs de violences dans le cadre de manifestations sportives. La photo montre une intervention à la gare de Lucerne lors du match opposant le FC Lucerne au FC Bâle, le 19 mai.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

Le phénomène touche aussi les ligues inférieures

Comme au cours des années précédentes, les incidents liés au hooliganisme se sont produits principalement lors de championnats nationaux de football et de hockey sur glace. Il ne semble pas que le phénomène s'étende à d'autres genres de sports. Certains signes toutefois laisseraient présager une extension du problème aux ligues inférieures, qu'il s'agisse de football ou de hockey sur glace. Les mesures de sécurité y sont moins strictes et les auteurs potentiels d'actes de violence ont une plus grande marge de manœuvre.

Il ne semble pas que le phénomène s'étende à d'autres genres de sports.

En Suisse, on constate régulièrement la présence de hooligans étrangers lors des matches du championnat national et de la Coupe de l'UEFA. Ils font rarement partie des supporters d'une équipe qui joue, mais ont des contacts avec l'un de ces clubs. Les groupes de hooligans venus de toute l'Europe semblent vouloir resserrer leurs liens. Dans de rares cas, on a observé que les hooligans se donnent explicitement rendez-vous pour se battre dans un endroit à l'écart de la manifestation sportive.

L'APPRECIATION

Augmentation de la dureté et de l'intensité de la violence

Dans la ligue supérieure de football, les matches de la majorité des équipes ont été suivis par des supporters enclins à la violence. Leurs actes étaient dirigés contre les supporters de l'équipe adverse, contre la police et rarement contre des tiers non concernés. Les forces de police ont constaté d'une part une légère baisse des incidents violents mais, d'autre part, une intensification de la violence. Les affrontements sont presque toujours accompagnés de consommation excessive d'alcool.

Violence dirigée contre les supporters de l'équipe adverse et plus rarement contre des tiers non concernés.

La grande majorité des supporters dits à risques sont de sexe masculin, ont entre 18 et 30 ans et sont suisses. Les supporters à risques proviennent de tous les milieux sociaux. D'une manière générale en Suisse, on estime toujours qu'il y a entre 1500 et 2000 supporters enclins à la violence et que 200 à 300 d'entre eux sont des hooligans au sens classique du terme, particulièrement enclins à la violence. Ce noyau dur est bien organisé et cherche principalement la confrontation avec d'autres groupes de hooligans. Fedpol (SAP) estime que 10 à 15 % des personnes violentes entretiennent des liens avec les milieux d'extrême droite.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Effets positifs de la prévention individuelle

Dans des pays comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne confrontés relativement tôt au phénomène du hooliganisme, les mesures de prévention comme l'interdiction de pénétrer dans un périmètre déterminé ou l'obligation de s'annoncer sont depuis longtemps appliquées. Les nouvelles mesures préventives mises en œuvre par la Suisse offrent avec le système d'information Hoogan une approche intégrant une dimension individuelle à la prévention qui a déjà fait ses preuves dans d'autres pays européens. Elles contribueront à prévenir les débordements. Les dommages corporels et les préjudices matériels devraient donc aller en diminuant et à moyen terme, il devrait également être possible de parvenir à une baisse des coûts de sécurité.

Les nouvelles mesures préventives appliquées par la Suisse ont déjà fait leurs preuves ailleurs en Europe.

DOMESTIC SECURITY REPORT SWITZERLAND 2007

Summary

Islamist Violent Extremism and Terrorism

In 2007, jihadism remained a dynamic global movement and continued to pose a threat to West European states and societies. Although opportunities for terrorist operations were restricted, jihadists continued in 2007 to focus their activities on Iraq. In western Europe, particularly in Great Britain, Denmark, Germany, France and Spain, security forces uncovered operational cells whose members were chiefly residents of the respective countries. Thus, jihadist home-grown terrorism also exists in western Europe. Moreover, it has become apparent that the network around core Al-Qaeda members in Pakistan maintains operational links to Europe.

Operational cells uncovered in Great Britain, Denmark, Germany, France and Spain.

In the current reporting year, all attacks in Europe were either unsuccessful or detected in time; security authorities were able to intercept plans in the preparatory stages and arrest those involved. To date, no jihadist terrorist cell planning or preparing an attack has been detected in Switzerland. The recently established Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) could, however, prompt Maghrebi Islamists particularly in western Europe to carry out jihadist activities.

In June 2007, the Federal Criminal Court convicted a Tunisian Islamist and his cohabitant – a Belgian citizen of Moroccan descent – under Article 260ter of the Swiss Criminal Code (SCC) to a (partly unconditional) term of imprisonment for, amongst other things, supporting a terrorist criminal organisation. Another Tunisian Islamist who was a member and propagandist of the Hizb ut-Tahrir was convicted in the Canton of Neuchâtel to a conditional term of imprisonment for violating Article 259 SCC (public call to violence) and Article 261bis SCC (racism). Appeals against these judgements were still pending at the time this report went to print. Also in 2007, an Algerian Islamist residing illegally in Switzerland was deported to Algeria; he was suspected of belonging to and supporting a terrorist criminal organisation, of terrorist financing, of theft and of receiving stolen goods.

Conviction for supporting a terrorist criminal organisation.

Organised Crime

As in previous years, there is evidence to suggest that in 2007 criminal groups from the Commonwealth of Independent States (CIS) continued to operate an extensive network in Switzerland and use structures within the country primarily to legalise and invest ill-gotten gains. Due to their financial resources, these groups could pose a threat to the economy, to democratic institutions and to Switzerland as a financial centre.

Criminal groups from the CIS continue to operate extensive network.

Criminal groups from south-eastern Europe, especially from Kosovo, Macedonia and Serbia, continued to play a significant role, exhibiting typical elements contained in all forms of modern transnational and global crime; they have flexible structures and are internationally interwoven. The range of offences committed by these groups include: drug trafficking; human trafficking for the purpose of prostitution; migrant smuggling; extortion of protection money; money laundering; arms trafficking; cigarette smuggling; burglary; handbag theft; robbery; receiving stolen goods; illegal gambling; forgery of documents, identity papers and visas; bodily harm and manslaughter, including contract killings. From this range of crimes, the main emphasis is on drug trafficking.

Criminal groups from south-eastern Europe continue to play a relatively significant role.

Right-wing Extremism

The number of right-wing motivated incidents – a total of 109 in 2007 – remained steady. Approximately 53 percent of all incidents registered involved violence against people or objects.

Number of right-wing related incidents remains steady.

Confrontation between left and right-wing extremists presented security forces throughout Europe – including those in Switzerland – with considerable problems. Such conflict has a high potential for violence. Right-wing extremists were seen to behave more aggressively towards the security forces in the year under review, organising their activities more often secretly in order to avoid the tighter preventive measures imposed by the security agencies.

Right-wing activists in Europe maintain a variety of international contacts, mainly on the

personal level. Right-wing extremist parties are a potential danger to the democratic and constitutional foundations of a state because they tolerate members who time and again are involved in politically motivated violent confrontation.

Left-wing Extremism

In the year under review, the number of left-wing motivated incidents fell by 2.6 percent, from 227 in 2006 to 221 in 2007. Approximately 57 percent of the incidents registered involved violence either against people or objects.

Decrease in the number of left-wing related incidents.

The anti-globalisation movement was less important for left-wing extremists; the scene continued to move away from their criticism of globalisation and concentrate their efforts on the fight against fascism (Antifa) and on campaigns in favour of alleged political prisoners. From these solidarity campaigns it has become apparent that in the wake of the reactivation of the Secours Rouge International (SRI, International Red Aid), Swiss activists are forging closer contacts with left-wing extremists abroad, thus increasingly cooperating with their foreign counterparts. The SRI runs general secretariats in Brussels and Zurich, and is active throughout Europe. The general secretariat in Zurich is operated by the Revolutionärer Aufbau Zürich (RAZ, Revolutionary Advance Zurich), a factor that lends greater weight to RAZ throughout Europe. The SRI is known to be in contact with left-wing extremist terror groups abroad and their sympathisers.

International Red Aid active once again.

In 2007, the activities of the so-called Antifa were stimulated as a result of parliamentary elections in October. Beginning in June, but increasingly from September, the left-wing scene began to intensify its activities against the Schweizerische Volkspartei (SVP, Swiss People's Party), whose politics were denounced as being right-wing extremist and racist. This development resulted, for example, in major rioting during an unauthorised demonstration against an SVP election rally in Bern on 6 October.

Basically, the overall assessment that left-wing extremism poses a threat to the domestic security of Switzerland on the local level and in isolated cases remains unchanged.

Violent Extremism by Ethnic Albanian, Kurdish and Tamil Groups

The activities of non-Swiss violent extremist groups are usually dependent on developments in members' home countries. Whilst the situation in Kosovo remained quiet but tense due to the status question, fighting has continued both in Sri Lanka and Turkey. In Switzerland, fighting erupted between rivalling members of the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) and the People's Liberation Organization of Tamil Eelam (PLOTE) during the 1 May celebrations in Zurich. Likewise in May, around 20 young Kurds occupied the premises of daily newspapers, radio and television stations in Basel, Bern, Biel and Zurich, and penetrated an Amnesty International office. Prior to these incidents, arson attacks had been carried out in Basel, St. Gallen, Zurich, Lyss and Münchenbuchsee, for which a youth organisation of the Kurdish Worker's Party (PKK) known as Kamikaze APO's claimed responsibility. Thus, there is still a potential for violence in Switzerland. However, it is likely that Switzerland will remain only a platform for political demonstrations, and groups in the home country will continue to receive financial and logistical support from the respective expatriate communities in Switzerland.

Level of extremism dependent on developments in the respective home country.

Illegal Intelligence

Foreign intelligence services continue to engage in all kinds of espionage activities in Switzerland. Often it is not Switzerland itself that is the target, but international organisations and foreign states; the fact that numerous international institutions are established in Switzerland makes the country an attractive target of foreign intelligence services. These services are usually interested in finding out how political decisions are reached by international bodies with the purpose of benefitting their own states. In addition to these activities, foreign intelligence services also keep refugees and dissidents living in Switzerland, particularly their political activities, under surveillance.

All kinds of espionage present in Switzerland.

Also on the economic espionage front, Switzerland – as the centre of many research institutions and enterprises in the sector of top-level

technology remains an attractive target. Moreover, various states in the West have become the target of electronic espionage attacks; several armament enterprises as well as the Swiss Federal Administration have been unsuccessfully attacked. Western intelligence services mostly suspect foreign states to be behind these attacks.

Cybercrime

Compared to previous years, the number of reports received by Fedpol's Cybercrime Coordination Unit KOBIK nearly doubled in 2007, reaching a monthly total of between 900 and 1,000 reports. Reports in connection with economic crime increased in particular, coming second only to reports in connection with child pornography. In addition, reports on focussed espionage by state or private agencies and on instances of jihadism on the Internet were the main cause for concern.

Dramatic increase in the number of reports concerning economic crime.

Botnets – a term for infected software robots or "bots" which run autonomously on private computers and are controlled remotely without the knowledge of the owner – remain a great hazard. Botnets form the basis of a large amount of criminal activity on the Internet. The people behind botnets have become increasingly professional and are basing their structures more and more on the principle of a division of labour.

Proliferation

International efforts in the fight against the proliferation of biological and chemical weapons achieved considerable success in 2007, while efforts in the field of nuclear weapons and disarmament in general came to nothing. Although the situation concerning North Korea eased up at the beginning of 2007, developments with regard to Iran remained tense. On 23 December 2006 and 24 March 2007, the UN Security Council decided to impose sanctions on Iran. These measures were implemented by Switzerland under the Regulation of 14 February 2007 on Measures against the Islamic Republic of Iran.

In 2007, several criminal proceedings continued in Switzerland in connection with suspected violations against the Goods Control Act. In addition, investigations were started in two cases in connection with requests from Germany for mutual assistance.

Several ongoing proceedings in connection with suspected violations of the Goods Control Act.

Hooliganism

Most of the matches in 2007 by teams in the top football league were characterised by violence amongst opposing fans, towards the police and sometimes even towards innocent bystanders. Although the competent police authorities registered a slight fall in the number of violent incidents, the intensity of the violence was greater.

Violence towards opposing fans, the police and innocent bystanders.

The majority of "high-risk fans" is male, between 18 and 30 years old and Swiss. The number of fans willing to use violence in Switzerland remains unchanged at around 1,500 to 2,000 people, 200 to 300 of whom can be described as hooligans in the classic sense with a high propensity to use violence. This hard core is well organised and seeks confrontation mainly with other groups of hooligans. ■

IMPRESSUM

RÉDACTION
Service d'analyse et de prévention,
Division Analyse

CLÔTURE DE LA RÉDACTION
Fin février 2008

CONTACT
Office fédéral de la police
Nussbaumstrasse 29
CH-3003 Berne
E-mail info@fedpol.admin.ch
Téléphone 031 323 11 23
www.fedpol.admin.ch

CONCEPT, MISE EN PAGE
Martin Sommer, Romano Hänni, Bâle
FORMATAGE
W. Gassmann SA, Bienne

DISTRIBUTION
OFCL, Vente des publications fédérales, CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
verkauf.zivil@bbl.admin.ch
No d'art. 410.112.f

RAPPORTS ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
Site Internet de l'Office fédéral de la police:
www.fedpol.admin.ch

COPYRIGHT
Office fédéral de la police 2008.
Reproduction du texte autorisée avec mention
de la source.